

## Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2014

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,1 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2014

### Points saillants des résultats financiers

#### Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013 :

- **Bénéfice net de 1 126 millions de dollars et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 162 millions, en hausse de 4 %**
- **BPA<sup>2</sup> de 1,67 \$, en hausse de 1 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 1,73 \$, en hausse de 4 %**
- **RCP de 14,4 %, comparativement à 15,5 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,9 %, contre 15,5 %**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 130 millions de dollars, contre 76 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 130 millions, contre 12 millions**
- **Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III de 9,6 %**

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013 :

- **Bénéfice net de 3 263 millions de dollars, en hausse de 5 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 3 342 millions, en hausse de 7 %**
- **BPA<sup>2</sup> de 4,85 \$, en hausse de 6 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 4,97 \$, en hausse de 8 %**
- **RCP de 14,3 %, comparativement à 14,9 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,7 %, contre 15,0 %**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 391 millions de dollars, contre 398 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 391 millions, contre 217 millions**

**Toronto, le 26 août 2014** – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2014, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 126 millions de dollars ou 1,67 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 162 millions ou 1,73 \$ par action.

« BMO a obtenu de très bons résultats au troisième trimestre, confirmant sa progression continue dans l'ensemble de ses secteurs d'activité, a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier. Le bénéfice net ajusté a augmenté de 4 % par rapport à nos résultats particulièrement bons d'il y a un an et le bénéfice par action ajusté s'est accru de 8 % depuis le début de l'exercice.

« Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada ont continué à bien performer et affichent un levier d'exploitation supérieur à 2 % pour le quatrième trimestre de suite. La croissance du bénéfice net et du bénéfice avant dotations à la provision pour pertes sur créances et avant impôts des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis est encourageante, la tendance des revenus s'étant améliorée malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Les activités traditionnelles de gestion de patrimoine affichent une hausse de leur bénéfice net ajusté de 27 %, grâce notamment à une bonne croissance interne des actifs des clients et à l'acquisition de F&C. BMO Marchés des capitaux a également obtenu de très bons résultats, stimulés par la forte croissance des revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés.

« Le succès de nos efforts de croissance des deux côtés du bilan est directement lié à une stratégie qui se démarque en matière d'expérience client et qui met l'accent sur une promesse de marque qui reconnaît que l'argent, c'est personnel – et qu'une banque devrait l'être aussi. La Banque est en très bonne position et nous demeurons confiants dans notre capacité de poursuivre notre progression », a conclu M. Downe.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section intitulée Bénéfice net ajusté et (pour toutes les périodes indiquées) dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,78 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2014, soit le même montant qu'au trimestre précédent mais 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an, ce qui équivaut à un dividende annuel de 3,12 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2014, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2014, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

---

## Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 126 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, n'ayant que peu changé en regard de la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté a été de 1 162 millions de dollars, pour une progression de 40 millions ou de 4 % en regard de celui particulièrement élevé du troisième trimestre de 2013 car les résultats de ce trimestre avaient bénéficié du niveau très faible des pertes sur créances et de l'incidence favorable des taux à long terme sur les activités d'assurance.

PE Canada et BMO Marchés des capitaux ont encore affiché d'excellents résultats et ceux de PE États-Unis se sont améliorés. Compte non tenu de l'incidence des variations des taux d'intérêt à long terme, la Gestion de patrimoine a enregistré de bons résultats.

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III est demeuré solide à 9,6 % à la suite de l'acquisition de F&C Asset Management plc (F&C).

## Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le bénéfice net a atteint 526 millions de dollars, s'étant renforcé de 40 millions ou de 8 % sur un an. Après ajustement, le bénéfice net s'est dégagé à 528 millions, ce qui traduit une progression de 39 millions ou de 8 % comparativement à un an plus tôt, progression qui a résulté de la hausse des revenus. Ceux-ci se sont améliorés de 96 millions ou de 6 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent surtout grâce à la forte hausse des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts. Sur douze mois, la croissance des prêts et des dépôts a été de 7 % et de 9 %, respectivement. Les charges se sont accrues de 34 millions ou de 4 %. Se situant à 2,1 %, le levier d'exploitation a, pour un quatrième trimestre consécutif, dépassé les 2 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, la croissance, sur un an, des soldes des prêts et des dépôts s'est poursuivie et a atteint 7 % et 10 %, respectivement. Notre campagne hypothécaire printanière a été fort populaire et celle menée cet été afin de promouvoir nos services bancaires courants élargit notre clientèle et accroît le nombre de produits auxquels elle a recours. Au cours du trimestre, nous sommes devenus la première banque canadienne à offrir à ses clients la possibilité de virer des fonds entre des comptes en dollars canadiens et américains par voie de services bancaires mobiles.

Pour ce qui est de l'unité des services bancaires aux entreprises, les soldes des prêts et des dépôts ont augmenté de 9 % et 7 %, respectivement, en regard d'il y a un an. Nous continuons de rationaliser nos processus d'octroi de prêts, ce qui permet à notre personnel de vente de consacrer davantage de temps au recrutement de nouveaux clients et à la consolidation de nos liens avec la clientèle existante. Nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des prêts aux petites et moyennes entreprises.

### PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le bénéfice net s'est dégagé à 147 millions de dollars, ayant dépassé de 3 millions ou de 2 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 158 millions, ayant progressé de 1 million ou de 1 % grâce à la hausse des revenus.

En comparaison d'il y a un an et du trimestre précédent, le solde moyen des prêts et acceptations courants s'est renforcé grâce à la forte croissance à deux chiffres qu'a encore affichée le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base. De fait, ce portefeuille s'est enrichi de 4,1 milliards de dollars ou de 18 % sur un an, pour atteindre 27,1 milliards.

L'organisme Latinos Progresando a décerné à BMO Harris Bank le prix *Community Partner Award* pour 2014 en reconnaissance du rôle fort important sur le plan culturel, économique et éducatif que nous jouons auprès de la communauté hispanique de Chicago. Nous avons également remporté le titre de société de l'année de la part de l'association Hispanic Professionals of Greater Milwaukee. Ces distinctions témoignent de notre engagement sans faille envers la population hispanique des régions où nous menons des activités.

### Gestion de patrimoine

Le bénéfice net, au montant de 190 millions de dollars, s'est replié de 27 millions en regard d'un an plus tôt et, après ajustement, il s'est dégagé à 212 millions, ayant fléchi de 12 millions ou de 4 %. Une saine croissance interne a haussé le bénéfice net ajusté de 19 % sur un an, compte non tenu de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt à long terme. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 164 millions, pour une hausse de 27 % ou de 33 millions, hausse dont quelque 60 % reflète l'apport de F&C récemment acquise et dont le reliquat résulte de l'accroissement marqué des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 48 millions, s'étant comprimé de 45 millions ou de 48 % sur douze mois, ce qui est principalement attribuable à une charge après impôts de 22 millions liée à des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude, alors qu'un avantage après impôts de 42 millions avait été constaté pour le même trimestre de 2013.

Ayant atteint 776 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont bondi de 251 milliards ou de 48 % par rapport à il y a un an, F&C qui a été acquise ayant généré 153 milliards de cette hausse. Compte non tenu de F&C, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrues de 19 %, ce qui a résulté de la progression des marchés, de l'appréciation du dollar américain et de la croissance des nouveaux actifs des clients.

Le 7 mai 2014, nous avons mené à terme l'acquisition de F&C. Cette acquisition consolide la position de BMO Gestion mondiale d'actifs en tant que gestionnaire de fonds d'envergure mondiale en augmentant les capacités de sa plateforme de gestion d'actifs et en lui offrant des occasions fort attrayantes de fournir des services aux marchés de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans le reste de l'Europe. F&C a représenté environ 10 % des revenus, des charges ajustées et du bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine pour le trimestre.

En mai, le *Global Banking and Finance Review* a nommé BMO meilleure société de gestion de patrimoine au Canada pour 2014, soulignant ainsi sa capacité d'offrir un éventail complet de services de gestion de patrimoine, son engagement à toujours offrir aux clients des solutions financières et d'investissement personnalisées et innovatrices et l'accès qu'elle offre à des compétences locales, mais de portée mondiale, qui permettent de combler des besoins internationaux en matière de gestion de patrimoine.

### **BMO Marchés des capitaux**

Le bénéfice net s'est chiffré à 306 millions de dollars, en hausse de 38 millions ou de 14 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est imputable aux revenus élevés provenant de l'ensemble des activités, et plus particulièrement de celles de banque d'affaires et services aux sociétés. Les revenus ont progressé de 15 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2013 grâce notamment à l'apport fort important de notre unité aux États-Unis. Le rendement des capitaux propres a été élevé, s'établissant à 22,4 % contre 18,2 % il y a un an.

Au cours du trimestre, nous avons été nommés l'un des chefs de file de la qualité Greenwich 2014 pour ce qui est des ventes d'actions canadiennes ainsi que de la recherche sur ces actions et des services d'analystes pour les gestionnaires de portefeuilles en plus d'être choisis l'un des chefs de file pour la part de marché Greenwich en ce qui a trait à la négociation d'actions canadiennes, à la recherche sur ces actions et aux services de conseil en gestion de portefeuilles. Tout comme le titre de meilleure banque de financement du commerce international au Canada que le magazine *Trade Finance* nous a octroyé pour une cinquième année consécutive, ces distinctions démontrent que nos efforts pour répondre aux besoins de notre clientèle de base donnent d'excellents résultats.

Au cours du trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 419 nouvelles émissions à l'échelle mondiale, soit 173 émissions de titres de créance de sociétés, 150 émissions de titres de créance d'administrations publiques et 96 émissions d'actions, pour un total de 765 milliards de dollars.

### **Services d'entreprise**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 55 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à un bénéfice net comptable de 3 millions et à une perte nette ajustée de 21 millions pour la même période de l'exercice précédent. La baisse des résultats a résulté surtout du recul des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, ce qui a été atténué par la progression des revenus, compte non tenu de l'incidence de la compensation sur une bic des groupes.

### **Bénéfice net ajusté**

Le bénéfice net ajusté du troisième trimestre de 2014 a été de 1 162 millions de dollars, en hausse de 40 millions ou de 4 % en regard de ce qu'il était un an plus tôt. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,73 \$, ayant augmenté de 4 % par rapport à celui de 1,66 \$ dégagé un an auparavant.

La direction a désigné certains montants comme éléments d'ajustement et a ajusté les résultats établis selon les PCGR afin de pouvoir en traiter et de les présenter en ignorant les effets des éléments d'ajustement et ainsi faciliter la compréhension du rendement et des tendances connexes. Les éléments retranchés des résultats du troisième trimestre de 2014 aux fins du calcul des résultats ajustés sont l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, d'un montant de 39 millions de dollars (29 millions après impôts ou 0,05 \$ par action), et des coûts d'intégration des acquisitions de 9 millions (7 millions après impôts ou 0,01 \$ par action). Au cours des exercices précédents, les montants ignorés aux fins des résultats ajustés comprenaient également les éléments liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis, les coûts de restructuration et les activités de crédit structuré en voie de liquidation. La direction évalue la performance à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures ajustées, et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et, à l'instar des éléments qui sont exclus de leur calcul, ils sont décrits plus en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures. Cette section renferme également une description sommaire de l'incidence des éléments d'ajustement des périodes de comparaison.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### **Mise en garde**

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 26 août 2014. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2014, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2013 figurant dans le Rapport annuel pour 2013 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

4	Sommaire des résultats comptables	25	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Sommaire des résultats ajustés	26	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	26	Transactions avec des parties liées
6	Survol et perspectives économiques	27	Arrangements hors bilan
7	Autres mesures de la valeur	27	Méthodes comptables et principales estimations comptables
7	Change	27	Modifications futures de méthodes comptables
7	Bénéfice net	27	Évolution de la réglementation
8	Revenus	28	Instruments financiers désignés
9	Dotations à la provision pour pertes sur créances	29	Gestion des risques
10	Prêts douteux	29	Risque de marché
11	Charges autres que d'intérêts	31	Risque de liquidité et de financement
11	Impôts sur le résultat	33	Cotes de crédit
11	Gestion du capital	34	Risque d'assurance
14	Désignation des dividendes admissibles	34	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
14	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	35	Expositions dans certaines régions
15	Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	37	États financiers consolidés intermédiaires
15	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	37	État consolidé des résultats
17	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	38	État consolidé du résultat global
19	Gestion de patrimoine	39	Bilan consolidé
21	BMO Marchés des capitaux	40	État consolidé des variations des capitaux propres
22	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	41	État consolidé des flux de trésorerie
24	Mesures non conformes aux PCGR	42	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		66	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2014, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

---

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

## Sommaire des résultats comptables

## Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>					
Revenus nets d'intérêts	2 107	2 063	2 183	6 283	6 560
Revenus autres que d'intérêts	2 108	1 978	1 817	6 095	5 365
Revenus	4 215	4 041	4 000	12 378	11 925
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances	130	162	56	391	408
Dotations à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	20	-	(10)
Dotations totales à la provision pour pertes sur créances	130	162	76	391	398
Charges autres que d'intérêts	2 756	2 594	2 526	8 034	7 646
Charge d'impôts sur le résultat	203	209	275	690	760
Bénéfice net	1 126	1 076	1 123	3 263	3 121
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 110	1 062	1 107	3 220	3 069
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	14	16	43	52
Bénéfice net	1 126	1 076	1 123	3 263	3 121
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,67	1,60	1,66	4,85	4,57
Hausse du bénéfice par action (%)	0,6	14,3	17,7	6,1	0,9
Dividendes déclarés par action	0,78	0,76	0,74	2,30	2,20
Valeur comptable d'une action	46,69	45,94	41,96	46,69	41,96
Cours de clôture de l'action	81,27	75,55	63,87	81,27	63,87
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	52,5	48,7	41,3	52,5	41,3
Rendement de l'action (%)	3,8	4,0	4,6	3,8	4,6
<b>Mesures et ratios financiers</b> (%)					
Rendement des capitaux propres	14,4	14,3	15,5	14,3	14,9
Hausse du bénéfice net	0,4	11,6	16,7	4,5	1,2
Hausse des revenus	5,3	3,7	4,6	3,8	1,1
Hausse des charges autres que d'intérêts	9,0	1,8	2,8	5,1	2,6
Ratio d'efficacité	65,4	64,2	63,2	64,9	64,1
Ratio d'efficacité, exclusion faite des ISCAPA 1)	58,2	59,4	61,8	59,1	61,1
Levier d'exploitation	(3,7)	1,9	1,8	(1,3)	(1,5)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,58	1,59	1,78	1,60	1,82
Taux d'impôt effectif	15,3	16,2	19,7	17,5	19,6
Rendement de l'actif moyen	0,74	0,73	0,79	0,73	0,74
Ratio dotations à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,18	0,22	0,11	0,18	0,20
<b>Mesures de la valeur</b> (% , sauf indication contraire)					
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	13,7	19,4	11,7	13,7	11,7
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur trois ans	15,8	11,8	5,4	15,8	5,4
Rendement total moyen des capitaux propres sur douze mois	32,6	24,8	16,5	32,6	16,5
Profit économique net (en millions de dollars) 2)	322	297	372	908	946
<b>Bilan</b> (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	586 832	582 045	548 712	586 832	548 712
Solde net des prêts et acceptations	295 441	294 704	272 557	295 441	272 557
Dépôts	399 223	394 007	359 523	399 223	359 523
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 179	29 639	27 103	30 179	27 103
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	33,0	32,1	31,1	33,0	31,1
<b>Ratios des fonds propres</b> (%)					
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	9,6	9,7	9,6	9,6	9,6
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	11,1	11,2	11,4	11,2
Ratio du total des fonds propres	13,3	13,0	13,5	13,3	13,5
<b>Bénéfice net par groupe d'exploitation</b>					
PE Canada	526	480	486	1 490	1 354
PE États-Unis	159	155	149	480	479
Services bancaires Particuliers et entreprises	685	635	635	1 970	1 833
Gestion de patrimoine	190	194	217	559	519
BMO Marchés des capitaux	306	305	268	888	827
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(55)	(58)	3	(154)	(58)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 126	1 076	1 123	3 263	3 121

1) Ce ratio est établi déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition des polices d'assurance (ISCAPA).

2) Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR et est analysé dans la section Mesures non conformes aux PCGR.

**Sommaire des résultats ajustés**
**Tableau 2**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
<b>Sommaire de l'état des résultats, après ajustement</b>					
Revenus nets d'intérêts	2 107	2 063	2 030	6 283	6 020
Revenus autres que d'intérêts	2 108	1 978	1 812	6 095	5 342
Revenus	4 215	4 041	3 842	12 378	11 362
Dotation à la provision pour pertes sur créances	130	162	12	391	217
Charges autres que d'intérêts	2 708	2 566	2 442	7 927	7 270
Charge d'impôts sur le résultat	215	216	266	718	740
Bénéfice net	1 162	1 097	1 122	3 342	3 135
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 146	1 083	1 106	3 299	3 083
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	14	16	43	52
Bénéfice net	1 162	1 097	1 122	3 342	3 135
<b>Données relatives aux actions ordinaires, après ajustement</b>					
Bénéfice par action (\$)	1,73	1,63	1,66	4,97	4,59
Hausse du bénéfice par action (%)	4,2	13,2	12,9	8,3	6,5
<b>Mesures et ratios financiers, après ajustement (%)</b>					
Rendement des capitaux propres	14,9	14,6	15,5	14,7	15,0
Hausse du bénéfice net	3,7	11,2	11,6	6,6	6,5
Hausse des revenus	9,7	8,9	6,0	8,9	3,4
Hausse des charges autres que d'intérêts	10,8	7,7	5,6	9,0	3,9
Ratio d'efficacité	64,2	63,5	63,6	64,0	64,0
Ratio d'efficacité, exclusion faite des ISCAPA 1)	57,2	58,8	62,2	58,4	60,9
Levier d'exploitation	(1,1)	1,2	0,4	(0,1)	(0,5)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,58	1,59	1,65	1,60	1,67
Taux d'impôt effectif	15,6	16,5	19,2	17,7	19,1
<b>Bénéfice net ajusté par groupe d'exploitation</b>					
PE Canada	528	482	489	1 496	1 361
PE États-Unis	171	167	161	516	517
Services bancaires Particuliers et entreprises	699	649	650	2 012	1 878
Gestion de patrimoine	212	200	224	595	539
BMO Marchés des capitaux	306	306	269	889	829
Services d'entreprise, y compris T&O	(55)	(58)	(21)	(154)	(111)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 162	1 097	1 122	3 342	3 135

1) Ce ratio est établi déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition des polices d'assurance (ISCAPA).

Les résultats et statistiques indiqués ci-dessus sont présentés après ajustement. Il s'agit de montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2014 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. L'analyse figurant aux pages 30 et 31 du Rapport annuel pour 2013 de BMO donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au niveau de défaut et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seront comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances futur et lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par la Banque de Montréal, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que la Banque de Montréal a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section *Survol et perspectives économiques* du présent Rapport de gestion intermédiaire.

---

## Survol et perspectives économiques

Après avoir ralenti en début d'année en raison d'un temps peu clément, l'économie canadienne s'est quelque peu renforcée. Les dépenses de consommation ont augmenté, les ventes d'habitations se sont raffermies et le repli du dollar canadien commence à favoriser les exportations. Les Canadiens achètent actuellement un nombre record d'automobiles. Cependant, la création d'emplois ralentit et, reflet d'une demande mondiale inégale, les investissements des entreprises demeurent faibles. Stimulée par une politique budgétaire expansionniste, l'économie de la Chine est en croissance, mais celle de la zone euro fait du sur-place. Au Canada, le PIB devrait connaître un essor de 2,3 % en 2014, comparativement à 2,0 % en 2013, ce qui contribuera à réduire légèrement le taux de chômage. Freinées par l'endettement élevé des ménages, les dépenses de consommation ne devraient augmenter que faiblement. On peut s'attendre à une stabilisation des activités du marché de l'habitation ainsi qu'à une hausse modérée des prêts hypothécaires à l'habitation. Par contre, les investissements des entreprises devraient s'intensifier à la faveur de l'élargissement des exportations et de la hausse des prix du pétrole, stimulant ainsi la progression des prêts aux entreprises. Malgré un rebond de l'inflation, la Banque du Canada demeure à l'affût des menaces qui planent sur l'économie et devrait maintenir sa politique de stabilisation des taux d'intérêt au moins jusqu'en 2015. Le dollar canadien devrait encore s'affaiblir en raison de la persistance du déficit commercial et du fait que les taux d'intérêt à long terme demeurent plus élevés chez nos voisins du Sud.

Plus tôt cette année, l'économie américaine s'est repliée en grande partie à cause de la rigueur des conditions météorologiques hivernales, mais elle a rebondi fortement au deuxième trimestre grâce à l'augmentation des ventes de véhicules automobiles et des investissements des entreprises. Même si la mauvaise tenue de l'économie au cours des premiers mois de 2014 signifie qu'il est probable que la croissance du PIB fléchisse pour ne se situer qu'à 2,1 % cette année au lieu de 2,2 % en 2013, les perspectives demeurent prometteuses. L'assainissement des finances des ménages devrait mousser les dépenses de consommation, et les récentes baisses des taux hypothécaires et la croissance soutenue de l'emploi devraient stimuler les activités du marché de l'habitation. La demande pour des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation devrait s'élargir cette année, et la vigueur des bilans des entreprises favorisera la progression de leurs investissements et de leurs emprunts. Même si on peut s'attendre à ce que la Réserve fédérale continue de réduire ses achats de titres à revenu fixe, elle ne devrait pas commencer à hausser les taux directeurs avant le milieu de 2015.

Le taux de croissance économique du Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains dans lesquels BMO mène des activités, devrait avoisiner la moyenne nationale de 2,1 % en 2014 car une embellie est à prévoir pour la seconde moitié de l'année en raison de l'essor des exportations et de la production automobile ainsi que de politiques budgétaires moins contraignantes.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Autres mesures de la valeur

Pour les périodes de un an, de trois ans et de cinq ans closes le 31 juillet 2014, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 32,6 %, 15,8 % et 13,7 %, respectivement.

### Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, du recouvrement de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances et des impôts sur le résultat en dollars américains de BMO ont progressé en regard du troisième trimestre de 2013 et des neuf premiers mois de cet exercice en raison de l'appréciation du dollar américain, mais ont fléchi par rapport au deuxième trimestre de 2014 à cause du recul de cette monnaie. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 4 % sur un an, mais a diminué de 2 % par rapport au deuxième trimestre. En regard de ce qu'il était il y a un an, le cours de change moyen des neuf premiers mois de 2014 s'est renforcé de 7 %. BMO peut conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur son bénéfice net. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés de BMO

Tableau 3

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014		Cumul 2014
	c. T3-2013	c. T2-2014	c. Cumul 2013
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,0807	1,0807	1,0877
Période antérieure	1,0385	1,1029	1,0172
<b>Incidence sur les résultats comptables</b>			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	27	(14)	138
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	21	(11)	112
Augmentation (diminution) des revenus	48	(25)	250
Diminution (augmentation) des charges	(38)	20	(188)
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	-	-
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(2)	1	(14)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	7	(4)	48
<b>Incidence sur les résultats ajustés</b>			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	25	(14)	125
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	21	(11)	112
Augmentation (diminution) des revenus	46	(25)	237
Diminution (augmentation) des charges	(37)	20	(183)
Augmentation des recouvrements de pertes sur créances	-	-	5
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(2)	1	(12)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	7	(4)	47

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Bénéfice net

#### Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 126 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, en hausse de 3 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le BPA s'est amélioré de 0,01 \$ ou de 1 % en regard d'il y a un an, se situant ainsi à 1,67 \$.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 162 millions de dollars, pour une progression de 40 millions ou de 4 % en regard de celui particulièrement élevé d'il y a un an, puisque les résultats enregistrés au troisième trimestre de 2013 avaient bénéficié du niveau très faible des pertes sur créances et de l'incidence favorable des taux à long terme sur les activités d'assurance.

Le BPA ajusté s'est établi à 1,73 \$, ayant augmenté de 0,07 \$ ou de 4 %. Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section présentée précédemment qui traite du bénéfice net ajusté et dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

La progression du bénéfice net ajusté a découlé des excellents résultats de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux. Les résultats de PE Canada témoignent des montants élevés des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par l'incidence du repli de la marge nette d'intérêts. Compte non tenu de l'incidence, au montant de 64 millions de dollars, des fluctuations des taux d'intérêt à long terme, lesquelles ont affaibli les résultats des activités d'assurance sur un an, la Gestion de patrimoine a encore inscrit de bons résultats ajustés. Les activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont affiché un excellent rendement, leur bénéfice net ajusté ayant augmenté de 27 % ou de 33 millions, quelque 60 % de cette hausse ayant résulté de l'apport de F&C qui a été acquise et le reste, de la forte progression des actifs des clients. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison des revenus élevés qu'ont générés toutes les unités, et plus particulièrement celle des activités de banque d'affaires et services aux sociétés. Exprimé en dollars américains, le



bénéfice net de PE États-Unis a enregistré une faible hausse en raison de l'amélioration des revenus. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont baissé en raison surtout de la diminution des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, facteur contrebalancé en partie par l'essor des revenus, compte non tenu de l'incidence du montant de compensation sur une bic des groupes.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est renforcé de 50 millions de dollars ou de 5 % et le BPA, de 0,07 \$ ou de 4 %. Le bénéfice net ajusté a augmenté de 65 millions ou de 6 % et le BPA ajusté s'est amélioré de 0,10 \$ ou de 6 %.

Le bénéfice net de PE Canada a augmenté en raison de la hausse des revenus qu'ont permise la montée des soldes et des commissions de la plupart des produits et les trois jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre. Cependant, ces facteurs ont été atténués par la hausse des charges. Le bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine a progressé, essentiellement grâce à l'acquisition de F&C et à une bonne croissance interne, ce qui a été annulé en partie par le recul des revenus d'assurance par suite des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme. Les résultats de BMO Marchés des capitaux sont demeurés relativement les mêmes qu'au trimestre précédent puisque l'amélioration des revenus a été neutralisée par un taux d'impôt moins avantageux et par des charges légèrement plus élevées. Exprimé en dollars américains, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est accru grâce à de meilleurs revenus, les avantages des trois jours additionnels et de l'essor des prêts aux entreprises ayant été atténués par la diminution des commissions sur les prêts aux entreprises ainsi que par l'accroissement des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont été comparables à ceux du trimestre précédent.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013**

Le bénéfice net s'est renforcé de 142 millions de dollars ou de 5 % pour s'établir à 3 263 millions. Le BPA a atteint 4,85 \$, ayant progressé de 0,28 \$ ou de 6 % sur un an. Le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 3 342 millions, en hausse de 207 millions ou de 7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BPA ajusté s'est amélioré de 0,38 \$ ou de 8 % en regard d'un an plus tôt, se situant ainsi à 4,97 \$. Après ajustement, le bénéfice net de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et de BMO Marchés des capitaux a enregistré une forte croissance. Exprimé en dollars américains, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis a accusé un recul, et celui des Services d'entreprise s'est aussi dégradé par rapport à ce qu'il était un an plus tôt.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui porte sur le bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Revenus**

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013**

Le total des revenus a augmenté de 215 millions de dollars ou de 5 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent et a atteint 4 215 millions. Les revenus ajustés se sont accrus de 373 millions ou de 10 %, pour s'établir à 4 215 millions. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les revenus ajustés ont progressé de 325 millions ou de 8 %. PE Canada a enregistré une bonne croissance de ses revenus grâce à des soldes et des commissions élevés, ce qui a été annulé en partie par les conséquences du repli de la marge nette d'intérêts. Les revenus de la Gestion de patrimoine ont eux aussi affiché une saine croissance, ceux des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ayant bondi de 25 % du fait de l'incidence de l'acquisition de F&C et de l'accroissement des revenus de toutes les activités, ce qui a résulté d'une forte hausse des actifs des clients et des volumes des transactions. Les revenus d'assurance ont fléchi à cause des effets des variations des taux d'intérêt à long terme. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, les revenus ont progressé de 15 %, entre autres, grâce à l'excellent rendement obtenu à ce chapitre par les activités de banque d'affaires et services aux sociétés, ce qui est notamment imputable à l'apport fort important de notre unité aux États-Unis. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis se sont raffermis grâce à l'essor important des prêts aux entreprises, facteur qui a été annulé en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts et le recul des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont diminué en raison surtout des conséquences d'un ajustement plus élevé sur une bic des groupes.

À 2 107 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 76 millions ou de 3 % inférieurs à ceux du troisième trimestre de 2013. Après ajustement, ils se sont accrus de 77 millions ou de 4 % pour s'établir à 2 107 millions, ce qui est imputable à l'essor des volumes, aux revenus tirés du portefeuille de prêts productifs acquis et à l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts comptable de BMO s'est comprimée de 20 points de base sur un an, se situant ainsi à 1,58 %. Après ajustement, elle a rétréci de 7 points de base, pour s'établir à 1,58 %. L'actif productif moyen s'est accru de 41,5 milliards de dollars ou de 9 % pour atteindre 528,7 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 8,3 milliards résultant du raffermissement du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une hausse de 291 millions de dollars ou de 16 % par rapport à il y a un an et se sont élevés à 2 108 millions. Après ajustement, ils sont aussi passés à 2 108 millions, pour une hausse de 296 millions ou de 16 %, ce qui est imputable à la progression marquée des commissions de prise ferme et de consultation ainsi qu'à celle, également fort importante, des commissions de gestion de placements et de garde de titres ainsi que des revenus tirés des fonds d'investissement par suite de l'acquisition de F&C, ce qui a été annulé en partie par le recul des revenus d'assurance.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014**

Le total des revenus et les revenus ajustés ont augmenté de 174 millions de dollars ou de 4 % par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu des répercussions de la dépréciation du dollar américain, les revenus ajustés se sont accrus de 199 millions ou de 5 %. Les revenus de PE Canada se sont renforcés en raison surtout de l'amélioration des soldes et des commissions qu'ont enregistrées la plupart des produits et du fait que le trimestre a compté trois jours de plus. Les revenus de la Gestion de patrimoine se sont accrus, les répercussions de l'acquisition de F&C et la croissance des actifs des clients ayant favorisé la progression des revenus des activités

traditionnelles de gestion de patrimoine. Les revenus d'assurance se sont contractés à cause de l'incidence des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme. Quant aux revenus de BMO Marchés des capitaux, ils se sont renforcés, ce qui témoigne de l'amélioration de ceux tirés des activités de banque d'affaires et services aux sociétés, ceux générés par les produits de négociation n'ayant que peu changé. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont eux aussi augmenté même si les avantages des trois jours supplémentaires et de la croissance des prêts aux entreprises ont été annulés en partie par la baisse des commissions sur ces prêts. Pour ce qui est des revenus ajustés des Services d'entreprise, ils ont fléchi essentiellement en raison du repli des revenus liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs qui a été acquis et du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes.

Sur une base comptable ou après ajustement, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 44 millions de dollars ou de 2 % en raison surtout des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre, et la marge nette d'intérêts globale de BMO est demeurée relativement stable par rapport au deuxième trimestre. Exclusion faite des activités de négociation, elle n'a pas changé en regard de ce trimestre. L'actif productif moyen s'est replié de 1,8 milliard de dollars, mais compte non tenu des répercussions de la moins-value du dollar américain, il s'est renforcé de 2,5 milliards.

Les revenus autres que d'intérêts comptables ou ajustés ont augmenté de 130 millions de dollars ou de 7 % en raison surtout des fortes hausses des commissions de prise ferme et de consultation, de celles de gestion de placements et de garde de titres ainsi que des revenus tirés des fonds d'investissement par suite de l'acquisition de F&C, ce qui a été atténué par la diminution des profits sur titres.

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013

Les revenus des neuf premiers mois de 2014 ont augmenté de 453 millions de dollars ou de 4 % et, après ajustement, ils se sont accrus de 1 016 millions ou de 9 %. Exclusion faite de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus ajustés ont progressé de 779 millions ou de 7 %.

Les revenus nets d'intérêts ont fléchi de 277 millions de dollars ou de 4 % depuis le début de l'exercice. Après ajustement, ils se sont renforcés de 263 millions ou de 4 %, ce qui est essentiellement imputable à l'élargissement des volumes, aux revenus générés par le portefeuille de prêts productifs acquis et à l'incidence du raffermissement du dollar américain. Ce facteur a été atténué par le repli de la marge nette d'intérêts globale de BMO. De fait, cette marge s'est contractée de 22 points de base pour se situer à 1,60 %. Après ajustement, elle a fléchi de 7 points de base et a également été de 1,60 %. L'actif productif moyen s'est accru de 43,5 milliards de dollars ou de 9 %, ce qui tient compte d'une hausse de 13,5 milliards imputable à l'appréciation du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 730 millions de dollars ou de 14 % depuis le début de l'exercice. Après ajustement, ils ont progressé de 753 millions ou de 14 %, toutes les catégories de revenus autres que d'intérêts ayant affiché une hausse, si ce n'est celles des frais de services de cartes, des revenus d'assurance et de ceux tirés du change, autres que de négociation.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (bic)*					Tableau 4
(en points de base)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
PE Canada	259	258	264	259	266
PE États-Unis	373	376	392	377	404
Services bancaires Particuliers et entreprises	289	290	295	290	301
Gestion de patrimoine	262	264	291	266	287
BMO Marchés des capitaux	58	59	67	55	61
Services d'entreprise, y compris T&O**	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement	158	159	165	160	167
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement (compte non tenu des activités de négociation)	196	196	199	198	203
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO	158	159	178	160	182
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	196	196	215	198	221
Total de la marge des services de détail au Canada (comptable et après ajustement)***	257	257	263	258	265

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

\*\* Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

\*\*\* Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

Ce tableau renferme des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

#### Dotations à la provision pour pertes sur créances

##### Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 130 millions de dollars, soit 54 millions de plus qu'à la même période un an plus tôt et, après ajustement, elle s'est accrue de 118 millions essentiellement en raison d'une forte diminution des recouvrements. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

Les dotations à la provision de PE Canada se sont élargies de 9 millions de dollars, pour se situer à 134 millions à cause de la hausse de celles constatées à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers. Les dotations à la provision de PE États-Unis, au montant de 52 millions, ont augmenté de 12 millions à cause de la hausse de celles inscrites à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par la réduction des dotations imputées au titre du portefeuille de prêts aux particuliers. Les recouvrements ajustés des

Services d'entreprise ont été de 47 millions, ayant diminué de 107 millions, ce qui est surtout imputable à la diminution des recouvrements relatifs au portefeuille de prêts douteux acquis.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014

Sur une base comptable ou après ajustement, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 32 millions de dollars en regard du trimestre antérieur grâce à l'augmentation des recouvrements liés aux portefeuilles de prêts productifs et de prêts douteux qui ont été acquis. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

Les dotations à la provision de PE Canada ont été comparables à celles du trimestre précédent. Les dotations à la provision de PE États-Unis ont augmenté de 2 millions de dollars à cause de la hausse de celles relatives au portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a été atténué par le recul des dotations à la provision liées au portefeuille de prêts aux entreprises. Les recouvrements ajustés des Services d'entreprise ont augmenté de 28 millions, ce qui est surtout imputable à la progression des recouvrements constatés à l'égard des portefeuilles de prêts productifs et de prêts douteux qui ont été acquis.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des dotations à la provision pour pertes sur créances sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
PE Canada	134	133	125	408	406
PE États-Unis	52	50	40	121	127
Services bancaires Particuliers et entreprises	186	183	165	529	533
Gestion de patrimoine	(3)	2	(1)	(2)	2
BMO Marchés des capitaux	(6)	(4)	2	(11)	(19)
Services d'entreprise, y compris T&O 1) 2)	(47)	(19)	(154)	(125)	(299)
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	130	162	12	391	217
Prêts productifs acquis 1)	-	-	44	-	191
Augmentation (diminution) de la provision générale	-	-	20	-	(10)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	130	162	76	391	398

1) Depuis le premier trimestre de 2014, les résultats ajustés des Services d'entreprise tiennent compte d'éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, incluant des reprises de 3 millions de dollars sur les provisions spécifiques pour pertes sur créances pour la période à l'étude (dotations aux provisions spécifiques de 21 millions au deuxième trimestre de 2014).

2) Les résultats des Services d'entreprise englobent des recouvrements de prêts douteux acquis de 57 millions de dollars au troisième trimestre de 2014 (35 millions après impôts), de 45 millions au deuxième trimestre de 2014 (28 millions après impôts) et de 140 millions au troisième trimestre de 2013 (86 millions après impôts).

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Nouvelles dotations à la provision spécifique	395	348	357	1 101	1 181
Reprises sur les provisions déjà établies	(83)	(47)	(72)	(178)	(203)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(182)	(139)	(229)	(532)	(570)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	130	162	56	391	408
Augmentation (diminution) de la provision générale	-	-	20	-	(10)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	130	162	76	391	398
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,18	0,22	0,11	0,18	0,20

#### Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 1 975 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 325 millions au deuxième trimestre de 2014 et à 2 650 millions il y a un an.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre à l'étude se sont chiffrés à 457 millions de dollars, contre 509 millions au deuxième trimestre de 2014 et 610 millions un an plus tôt.

#### Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
SBPD au début de la période	2 325	2 482	2 848	2 544	2 976
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	457	509	610	1 608	1 835
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(142)	(244)	(212)	(540)	(564)
Remboursements, montant net	(269)	(185)	(290)	(900)	(811)
Montants sortis du bilan	(235)	(149)	(219)	(587)	(670)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(155)	(63)	(146)	(220)	(233)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(6)	(25)	59	70	117
SBPD à la fin de la période	1 975	2 325	2 650	1 975	2 650
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,67	0,79	0,97	0,67	0,97

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 230 millions de dollars ou de 9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 756 millions. Après ajustement, elles se sont situées à 2 708 millions, ce qui signale une hausse de 266 millions ou de 11 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 229 millions ou de 9 % principalement à cause de l'augmentation des frais liés au personnel, dont la rémunération associée au rendement, de l'incidence de l'acquisition de F&C et de la hausse des coûts technologiques et de ceux de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

En comparaison du deuxième trimestre, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 162 millions de dollars ou de 6 %. Après ajustement, leur hausse a été de 142 millions ou de 5 %. Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 162 millions ou de 6 % en raison surtout des répercussions de l'acquisition de F&C, de l'accroissement des frais liés au personnel, des coûts technologiques et de ceux de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire ainsi que des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre.

D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation comptable a été de -3,7 % et, après ajustement, il s'est situé à -1,1 %. Exclusion faite de l'incidence des variations des taux d'intérêt à long terme sur les activités d'assurance et après ajustement, le levier d'exploitation a été de 1,3 %. S'établissant à 64,2 % au troisième trimestre de 2014, le ratio d'efficacité ajusté a augmenté de 60 points de base en regard d'il y a un an et de 70 points de base par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé surtout de l'incidence de l'acquisition de F&C et des fluctuations des taux d'intérêt à long terme des activités d'assurance. Le ratio d'efficacité ajusté, compte non tenu des ISCAPA<sup>1)</sup>, a été de 57,2 %.

Les charges autres que d'intérêts des neuf premiers mois du présent exercice ont augmenté de 388 millions de dollars ou de 5 %, pour s'établir à 8 034 millions. Après ajustement, elles se sont situées à 7 927 millions, ayant accusé une hausse de 657 millions ou de 9 %, soit de 6 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Leur hausse a résulté surtout de l'augmentation des frais liés au personnel, dont la rémunération associée au rendement et les indemnités de départ, de la hausse des coûts technologiques et de ceux de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire et des conséquences de l'acquisition de F&C.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a diminué de 72 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2013 et de 6 millions par rapport au deuxième trimestre de 2014, pour s'établir à 203 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 15,3 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,7 % il y a un an et 16,2 % au deuxième trimestre de 2014.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 215 millions de dollars, soit 51 millions de moins qu'il y a un an, mais un résultat pour ainsi dire identique à celui du deuxième trimestre de 2014. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 15,6 % pour le trimestre écoulé, contre 19,2 % à la même période de 2013 et 16,5 % au deuxième trimestre de 2014. La baisse du taux d'impôt ajusté en regard du troisième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2014 a découlé essentiellement de l'augmentation du bénéfice exonéré d'impôt.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

1) Ce ratio est établi déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition des polices d'assurance (ISCAPA).

## Gestion du capital

### Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2014

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO s'établissait à 9,6 % au 31 juillet 2014.

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 a fléchi d'environ 10 points de base par rapport à celui de 9,7 % à la fin du deuxième trimestre en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de F&C, laquelle a réduit ce ratio d'environ 75 points de base, ce qui a été contrebalancé en grande partie par la diminution des actifs pondérés en fonction des risques et par la hausse des résultats non distribués. Ce ratio a reculé d'environ 30 points de base en regard de celui de 9,9 % au 31 octobre 2013 en raison surtout de l'acquisition de F&C et de l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des résultats non distribués.

Au 31 juillet 2014, les actifs pondérés en fonction des risques, d'un montant de 226 milliards de dollars, avaient baissé de 9 milliards par rapport au deuxième trimestre en grande partie en raison des mesures prises pour gérer certaines positions de risque et des changements apportés à la méthodologie et aux évaluations des risques. Les actifs pondérés en fonction des risques se sont accrus de 11 milliards en regard de ce qu'ils étaient au 31 octobre 2013. Cette augmentation a découlé principalement de la hausse des actifs pondérés en fonction des risques libellés dans la monnaie d'origine, des règles concernant l'ajustement d'évaluation du crédit qui ont récemment été instaurées et de l'incidence de l'appréciation du dollar américain au cours des trois premiers trimestres du présent exercice, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Au cours des premier et deuxième trimestres de 2014, les actifs pondérés en fonction des risques et imputables à l'ajustement d'évaluation du crédit qui s'applique aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont représenté 57 % du total de la charge à instaurer. Au cours du troisième trimestre, les actifs pondérés en fonction des risques et imputables à l'ajustement d'évaluation du crédit qui s'applique aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 a encore représenté 57 % du total de cette charge alors que les actifs pondérés en fonction des risques et imputables à l'ajustement d'évaluation du crédit s'appliquant aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été haussés à 65 % et à 77 %, respectivement. La charge à instaurer demeurera à ce niveau au quatrième trimestre. Le pourcentage de la charge relative aux actifs pondérés en fonction des risques et imputables à l'ajustement d'évaluation du crédit continuera d'augmenter jusqu'à ce qu'il atteigne 100 % en 2019.

Au 31 juillet 2014, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 s'établissaient à 21,6 milliards de dollars, ayant diminué de 1,1 milliard en regard du deuxième trimestre à cause principalement de l'accroissement des déductions du capital au titre de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles associés à F&C acquise récemment, ce qui a été atténué par l'augmentation des résultats non distribués. Depuis le 31 octobre 2013, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se sont accrus de 0,4 milliard, la hausse des résultats non distribués et l'incidence nette des fluctuations des cours de change sur les investissements dans les établissements à l'étranger libellés en dollars américains et les couvertures connexes ayant plus qu'annulé la hausse des déductions du capital au troisième trimestre.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et celui du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,4 % et à 13,3 % au 31 juillet 2014, contre respectivement 11,1 % et 13,0 % au 30 avril 2014 et 11,4 % et 13,7 % au 31 octobre 2013. Ces ratios ont changé en regard de ceux du trimestre précédent et au 31 octobre 2013 essentiellement à cause des mêmes facteurs que ceux qui ont fait varier le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, tel qu'il est décrit ci-dessus, ainsi que de l'émission d'actions privilégiées, ce qui a été contrebalancé en partie par les rachats d'actions privilégiées dont il est fait mention ci-dessous.

Le ratio actif/fonds propres de BMO se situait à 17,0 au 31 juillet 2014, ayant augmenté par rapport à celui de 16,8 au 30 avril 2014 et à celui de 15,6 enregistré au 31 octobre 2013, ce qui a découlé de la croissance des actifs inscrits au bilan. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a annoncé que le ratio actif/fonds propres sera aboli en 2015 et remplacé par le ratio de levier que prescrit Bâle III. Le BSIF a établi que ce dernier ratio devra être d'au moins 3 %. La présentation d'informations sur le ratio de levier exigé par Bâle III débutera au premier trimestre de 2015.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. L'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains et les déductions du capital en dollars américains peuvent également faire varier les ratios de fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des contrats de couverture pour réduire l'incidence des variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres.

Des informations sur la gestion globale du capital et sur le risque de liquidité et de financement, dont les exigences réglementaires qui influent sur le capital et la liquidité, sont présentées aux pages 61 à 65 et 92 à 94 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

### Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B, série 21, à dividende non cumulatif à un prix de rachat de 25,00 \$ chacune plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusivement.

Le 6 juin 2014, nous avons réalisé un placement d'actions privilégiées de catégorie B, série 29, à taux rajusté tous les 5 ans et à dividende non cumulatif. Nous avons émis 16 millions d'actions, ce qui nous a valu un produit de 400 millions de dollars.

Le 30 juillet 2014, nous avons mené à terme une émission d'actions privilégiées de catégorie B, série 31, à taux rajusté tous les 5 ans et à dividende non cumulatif. Nous avons émis 12 millions d'actions, ce qui a généré un produit de 300 millions de dollars.

Aux termes des clauses exigeant des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), les instruments de capital devront être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère que la Banque n'est pas viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capital. Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur mettant en jeu les FPUNV, nos instruments de capital FPUNV, à savoir les actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les 5 ans et à dividende non cumulatif de série 27, 29 et 31, seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital FPUNV seraient convertis en 240 millions d'actions ordinaires de BMO, ce qui représenterait un effet dilutif de 37,1 % selon le nombre d'actions ordinaires de BMO en circulation au 31 juillet 2014.

Au cours du trimestre, 1 656 509 actions ordinaires ont été émises à l'exercice d'options sur actions.

Aucune action n'a été rachetée au cours du trimestre aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque. Les dates et les montants des rachats effectués en vertu de l'offre sont déterminés par la direction en fonction de divers facteurs telles les conditions de marché et les niveaux des fonds propres. La Banque consultera régulièrement le BSIF avant de procéder à tout rachat en vertu de cette offre.

Le 26 août 2014, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,78 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an. Le dividende reflète le succès de nos stratégies commerciales.

Le dividende doit être versé le 26 novembre 2014 aux actionnaires inscrits le 3 novembre 2014. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime). En ce qui a trait au dividende déclaré le 26 août 2014 et jusqu'à nouvel ordre, ces actions ordinaires supplémentaires seront de nouvelles actions et seront émises à un prix sans escompte. Un escompte de 2 % a été appliqué en ce qui a trait au dividende sur actions ordinaires déclaré au dernier trimestre.

#### Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	T3-2014		T2-2014		T4-2013	
	Tout compris 1)	Transitoire 2)	Tout compris 1)	Transitoire 2)	Tout compris 1)	Transitoire 2)
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 3)	30 179	30 179	29 646	29 646	28 144	28 144
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(8 583)	(1 558)	(6 918)	(1 298)	(6 917)	9
<b>Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1</b>	<b>21 596</b>	<b>28 621</b>	<b>22 728</b>	<b>28 348</b>	<b>21 227</b>	<b>28 153</b>
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 4)	4 542	4 542	3 835	3 835	3 781	3 781
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(358)	(4 187)	(413)	(3 203)	(409)	(3 781)
<b>Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>	<b>4 184</b>	<b>355</b>	<b>3 422</b>	<b>632</b>	<b>3 372</b>	<b>-</b>
<b>Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)</b>	<b>25 780</b>	<b>28 976</b>	<b>26 150</b>	<b>28 980</b>	<b>24 599</b>	<b>28 153</b>
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 5)	4 319	4 319	4 357	4 357	4 951	4 951
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(9)	(50)	(10)	(50)	(13)
<b>Fonds propres de catégorie 2</b>	<b>4 269</b>	<b>4 310</b>	<b>4 307</b>	<b>4 347</b>	<b>4 901</b>	<b>4 938</b>
<b>Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)</b>	<b>30 049</b>	<b>33 286</b>	<b>30 457</b>	<b>33 327</b>	<b>29 500</b>	<b>33 091</b>
<b>Actifs pondérés en fonction des risques 6)</b>						
Actifs pondérés en fonction des risques - total des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	225 961	231 838	234 774	240 074	215 094	232 501
Actifs pondérés en fonction des risques - fonds propres de catégorie 1	226 289	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Actifs pondérés en fonction des risques - total des fonds propres	226 782	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
<b>Ratios des fonds propres (%)</b>						
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	9,6	12,3	9,7	11,8	9,9	12,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	12,5	11,1	12,1	11,4	12,1
Ratio du total des fonds propres	13,3	14,4	13,0	13,9	13,7	14,2

1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

2) Les fonds propres réglementaires transitoires supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III seront appliqués progressivement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

3) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

4) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

5) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

6) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été 57 %, 65 % et 77 %, respectivement, au troisième trimestre de 2014, ce qui a donné lieu à des mesures différentes des actifs pondérés en fonction des risques pour chacune de ces trois catégories de fonds propres réglementaires. Aux premier et deuxième trimestres de 2014, le facteur scalaire appliqué à ces trois catégories de fonds propres en lien avec l'ajustement d'évaluation du crédit a été 57 %.

s. o. - sans objet

Au 20 août 2014	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	646
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 13	350 \$
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 23	400 \$
Série 25	290 \$
Série 27 1)	500 \$
Série 29 2)	400 \$
Série 31 2)	300 \$
Options sur actions	
– droits acquis	7,4
– droits non acquis	6,7

1) Les actions privilégiées, série 27 ont été reclassées du passif aux capitaux propres au cours du trimestre.

2) Les actions privilégiées, série 29 et série 31 sont classées dans les capitaux propres figurant au bilan consolidé.

La note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la 20 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 163 du Rapport annuel pour 2013 de BMO, traitent en détail du capital social.

### Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

### Analyse des résultats des groupes d'exploitation

#### Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2014.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Les montants ignorés aux fins des résultats ajustés des exercices précédents comprenaient des éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs, les coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration et les activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (IASB) et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une bic. Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au troisième trimestre de 2014, les ajustements sur une bic ont totalisé 154 millions de dollars, contre 138 millions au deuxième trimestre de 2014 et 120 millions au troisième trimestre de 2013.

**Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)**
**Tableau 10**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>1 835</b>	1 764	1 732	<b>5 399</b>	5 110
Revenus autres que d'intérêts	<b>589</b>	559	555	<b>1 698</b>	1 620
Total des revenus (bic)	<b>2 424</b>	2 323	2 287	<b>7 097</b>	6 730
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>186</b>	183	165	<b>529</b>	533
Charges autres que d'intérêts	<b>1 319</b>	1 282	1 265	<b>3 915</b>	3 727
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>919</b>	858	857	<b>2 653</b>	2 470
Impôts sur le résultat (bic)	<b>234</b>	223	222	<b>683</b>	637
Bénéfice net comptable	<b>685</b>	635	635	<b>1 970</b>	1 833
Bénéfice net ajusté	<b>699</b>	649	650	<b>2 012</b>	1 878
Hausse du bénéfice net (%)	<b>7,6</b>	11,2	8,2	<b>7,4</b>	4,9
Hausse des revenus (%)	<b>6,0</b>	5,8	1,7	<b>5,4</b>	(0,2)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	<b>4,2</b>	4,7	2,6	<b>5,0</b>	0,3
Rendement des capitaux propres (%)	<b>17,1</b>	16,2	17,7	<b>16,6</b>	17,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	<b>17,5</b>	16,5	18,1	<b>16,9</b>	18,0
Levier d'exploitation (%)	<b>1,8</b>	1,1	(0,9)	<b>0,4</b>	(0,5)
Levier d'exploitation ajusté (%)	<b>1,5</b>	0,9	(1,3)	<b>0,1</b>	(0,9)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>54,4</b>	55,2	55,3	<b>55,2</b>	55,4
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	<b>53,7</b>	54,4	54,4	<b>54,4</b>	54,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	<b>2,89</b>	2,90	2,95	<b>2,90</b>	3,01
Actif productif moyen	<b>252 032</b>	249 773	232 727	<b>248 580</b>	226 788
Solde moyen des prêts et acceptations courants	<b>249 501</b>	247 367	230 716	<b>246 322</b>	224 620
Solde moyen des dépôts	<b>189 852</b>	187 812	176 434	<b>187 900</b>	172 967

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

**Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)**
**Tableau 11**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>1 207</b>	1 150	1 152	<b>3 551</b>	3 360
Revenus autres que d'intérêts	<b>453</b>	410	412	<b>1 271</b>	1 180
Total des revenus (bic)	<b>1 660</b>	1 560	1 564	<b>4 822</b>	4 540
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>134</b>	133	125	<b>408</b>	406
Charges autres que d'intérêts	<b>825</b>	784	791	<b>2 422</b>	2 335
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>701</b>	643	648	<b>1 992</b>	1 799
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>175</b>	163	162	<b>502</b>	445
Bénéfice net comptable	<b>526</b>	480	486	<b>1 490</b>	1 354
Bénéfice net ajusté	<b>528</b>	482	489	<b>1 496</b>	1 361
Revenus des services aux particuliers	<b>1 081</b>	1 029	1 029	<b>3 167</b>	3 001
Revenus des services aux entreprises	<b>579</b>	531	535	<b>1 655</b>	1 539
Hausse du bénéfice net (%)	<b>8,0</b>	14,3	7,7	<b>10,0</b>	3,1
Hausse des revenus (%)	<b>6,2</b>	6,0	4,1	<b>6,2</b>	1,3
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	<b>4,1</b>	2,7	5,0	<b>3,7</b>	3,1
Levier d'exploitation (%)	<b>2,1</b>	3,3	(0,9)	<b>2,5</b>	(1,8)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>49,7</b>	50,2	50,6	<b>50,2</b>	51,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	<b>2,59</b>	2,58	2,64	<b>2,59</b>	2,66
Actif productif moyen	<b>185 253</b>	182 854	173 386	<b>183 110</b>	168 938
Solde moyen des prêts et acceptations courants	<b>189 616</b>	187 162	177 280	<b>187 446</b>	172 570
Solde moyen des dépôts	<b>125 702</b>	122 951	115 164	<b>123 715</b>	112 530

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013**

Le bénéfice net de PE Canada, soit 526 millions de dollars, s'est accru de 40 millions ou de 8 % sur un an. Les revenus se sont améliorés de 96 millions ou de 6 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la forte hausse des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts, laquelle s'est repliée de 5 points de base pour s'établir à 2,59 %. Ce repli a été causé en grande partie par des changements dans la composition des produits. Se situant à 2,1 %, le levier d'exploitation a, pour un quatrième trimestre consécutif, dépassé les 2 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 52 millions de dollars en regard d'il y a un an du fait des répercussions de la progression des soldes et des commissions, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Le total des soldes des prêts aux particuliers (exclusion faite de leurs cartes de crédit) a augmenté de 7 % sur un an. Les soldes des dépôts des particuliers se sont accrus de 10 % grâce principalement à l'accroissement des dépôts à terme.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 44 millions de dollars, ce qui témoigne de la progression des soldes et des commissions, facteur qui a été annulé en partie par la contraction de la marge nette d'intérêts. La croissance des soldes des prêts aux entreprises (exclusion faite de leurs cartes de crédit) a été de 9 % sur un an, et la hausse des soldes de leurs dépôts a atteint 7 %.



Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 9 millions de dollars ou de 7 % en raison de la hausse de celles relatives au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 34 millions ou de 4 % à cause surtout des investissements continus dans les activités, compte non tenu de l'incidence d'une bonne gestion des charges.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 12,3 milliards de dollars ou de 7 % sur un an, et les dépôts se sont accrues de 10,5 milliards ou de 9 %.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est renforcé de 46 millions de dollars ou de 10 % en regard du trimestre précédent parce que les revenus ont augmenté, facteur qui a été contrebalancé en partie par la hausse des charges. Les revenus se sont améliorés de 100 millions ou de 6 %, ce qui témoigne surtout de l'accroissement des soldes et des commissions associés à la plupart des produits et des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 1 point de base.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont progressé de 52 millions de dollars et ceux de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont renforcés de 48 millions, ce qui a découlé principalement de l'accroissement des soldes et des commissions associés à la plupart des produits ainsi que des trois jours additionnels.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances n'ont que peu changé en regard du trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 41 millions ou de 5 % à cause surtout des investissements continus dans les activités et de l'incidence des trois jours supplémentaires.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 2,5 milliards de dollars ou de 1 % par rapport au trimestre précédent, et les dépôts se sont accrues de 2,8 milliards ou de 2 %.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013**

Le bénéfice net a augmenté de 136 millions de dollars ou de 10 % sur un an. Les revenus se sont renforcés de 282 millions ou de 6 % en raison de la hausse des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts. Le levier d'exploitation a été fort élevé, atteignant 2,5 %.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 2 millions de dollars car la hausse de celles imputées au titre du portefeuille de prêts aux entreprises a été atténuée par la baisse de celles relatives au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 87 millions ou de 4 % en raison principalement d'investissements continus dans les activités, ce qui ne tient pas compte des répercussions d'une saine gestion des charges.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 14,9 milliards de dollars ou de 9 %, et les dépôts se sont accrues de 11,2 milliards ou de 10 %.

**Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)**
**Tableau 12**

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>581</b>	557	558	<b>1 699</b>	1 720
Revenus autres que d'intérêts	<b>126</b>	134	138	<b>392</b>	433
Total des revenus (bic)	<b>707</b>	691	696	<b>2 091</b>	2 153
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>49</b>	45	39	<b>112</b>	125
Charges autres que d'intérêts	<b>458</b>	451	456	<b>1 373</b>	1 368
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>200</b>	195	201	<b>606</b>	660
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>53</b>	55	57	<b>166</b>	188
Bénéfice net comptable	<b>147</b>	140	144	<b>440</b>	472
Bénéfice net ajusté	<b>158</b>	151	157	<b>473</b>	510
Hausse du bénéfice net (%)	<b>2,1</b>	(5,5)	7,4	<b>(6,7)</b>	9,1
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	<b>1,2</b>	(5,9)	4,1	<b>(7,1)</b>	6,0
Hausse des revenus (%)	<b>1,4</b>	(2,6)	(5,2)	<b>(2,9)</b>	(4,1)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	<b>0,3</b>	(0,4)	(3,3)	<b>0,3</b>	(4,9)
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	<b>1,0</b>	0,3	(2,3)	<b>1,1</b>	(4,1)
Levier d'exploitation (%)	<b>1,1</b>	(2,2)	(1,9)	<b>(3,2)</b>	0,8
Levier d'exploitation ajusté (%)	<b>0,4</b>	(2,9)	(2,8)	<b>(4,0)</b>	-
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>64,7</b>	65,3	65,4	<b>65,6</b>	63,6
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	<b>62,6</b>	63,1	62,8	<b>63,4</b>	60,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	<b>3,73</b>	3,76	3,92	<b>3,77</b>	4,04
Actif productif moyen	<b>61 795</b>	60 677	57 146	<b>60 183</b>	56 866
Solde moyen des prêts et acceptations courants	<b>55 415</b>	54 590	51 456	<b>54 121</b>	51 173
Solde moyen des dépôts	<b>59 361</b>	58 812	58 999	<b>59 013</b>	59 418
(équivalents en millions de dollars canadiens)					
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>628</b>	614	580	<b>1 848</b>	1 750
Revenus autres que d'intérêts	<b>136</b>	149	143	<b>427</b>	440
Total des revenus (bic)	<b>764</b>	763	723	<b>2 275</b>	2 190
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>52</b>	50	40	<b>121</b>	127
Charges autres que d'intérêts	<b>494</b>	498	474	<b>1 493</b>	1 392
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>218</b>	215	209	<b>661</b>	671
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>59</b>	60	60	<b>181</b>	192
Bénéfice net comptable	<b>159</b>	155	149	<b>480</b>	479
Bénéfice net ajusté	<b>171</b>	167	161	<b>516</b>	517
Actif productif moyen	<b>66 779</b>	66 919	59 341	<b>65 470</b>	57 850
Solde moyen des prêts et acceptations courants	<b>59 885</b>	60 205	53 436	<b>58 876</b>	52 050
Solde moyen des dépôts	<b>64 150</b>	64 861	61 270	<b>64 185</b>	60 437

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013 (en dollars américains)**

Le bénéfice net s'est dégagé à 147 millions de dollars, ayant dépassé de 3 millions ou de 2 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 158 millions, ayant progressé de 1 million ou de 1 %.

Les revenus se sont chiffrés à 707 millions de dollars, ce qui signale une amélioration de 11 millions ou de 1 % comparativement à ceux d'il y a un an, laquelle a résulté de l'augmentation marquée des prêts aux entreprises. Ce facteur a été atténué par le recul de la marge nette d'intérêts et la réduction des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires. La marge nette d'intérêts a reculé de 19 points de base pour s'établir à 3,73 % en raison surtout de la diminution des marges sur les prêts qu'ont causée la concurrence exercée par les taux et des changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont établies à 49 millions de dollars, ayant augmenté de 10 millions à cause de l'accroissement des dotations à la provision au titre du portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul de celles relatives au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 2 millions, atteignant ainsi 458 millions et après ajustement, elles se sont accrues de 5 millions ou de 1 %, pour se situer à 443 millions, la gestion rigoureuse des charges ayant compensé les investissements dans les activités et la hausse des coûts réglementaires.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants, à savoir 55,4 milliards de dollars, a augmenté de 4,0 milliards ou de 8 % sur un an. Le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base a encore affiché un excellent taux de croissance à deux chiffres, s'étant accru de 4,1 milliards sur douze mois ou de 18 %, pour atteindre 27,1 milliards. À 59,4 milliards, le solde moyen des dépôts a augmenté de 0,4 milliard en regard de la même période un an plus tôt. L'essor de notre entité de services aux entreprises et la croissance des comptes de chèques des particuliers ont été annulés en partie par la baisse, d'ailleurs prévue, des soldes de dépôts à terme, dont les coûts sont plus élevés, ainsi que par le transfert, à la Gestion de patrimoine, de certains soldes de clients au début du présent exercice.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014 (en dollars américains)**

Avant ou après ajustement, le bénéfice net a augmenté de 7 millions de dollars ou de 4 % par rapport au trimestre précédent grâce à la hausse des revenus, ce qui a été atténué par l'augmentation des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont améliorés de 16 millions de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent grâce aux trois jours de plus qu'a comptés le trimestre et à la hausse des prêts aux entreprises. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des commissions sur les prêts aux entreprises. La marge nette d'intérêts s'est repliée de 3 points de base, pour se situer à 3,73 %, ce qui est essentiellement imputable à des changements dans la composition des produits, dont le fait que les prêts ont augmenté plus rapidement que les dépôts, et à la contraction des marges sur les prêts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 4 millions de dollars à cause de l'accroissement de celles liées au portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a été atténué par le recul des dotations relatives au portefeuille de prêts aux entreprises. Avant ou après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 7 millions ou de 1 % en raison du nombre plus élevé de jours ainsi que de la hausse des coûts réglementaires et des investissements dans les activités, ce qui a été compensé en partie par une bonne gestion des charges.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants s'est accru de 0,8 milliard de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent, ce qui signale une saine croissance pour un septième trimestre consécutif. Le solde moyen des dépôts s'est amélioré de 0,5 milliard ou de 1 %, la hausse des soldes de comptes de chèques ayant été contrebalancée en partie par le recul prévu des soldes des dépôts à terme, dont les coûts sont plus élevés.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013 (en dollars américains)**

Le bénéfice net s'est dégagé à 440 millions de dollars, ayant fléchi de 32 millions ou de 7 %. Après ajustement, il a été de 473 millions, ce qui traduit une baisse de 37 millions ou de 7 %, laquelle a découlé essentiellement de la diminution des revenus.

Les revenus se sont chiffrés à 2 091 millions de dollars, s'étant affaiblis de 62 millions ou de 3 %. Les avantages de la forte hausse des prêts aux entreprises ont été plus que contrebalancés par le recul de la marge nette d'intérêts et des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires. La marge nette d'intérêts s'est repliée de 27 points de base pour s'établir à 3,77 %, ce qui a été causé principalement par la diminution des marges sur les prêts en raison de la concurrence exercée par les taux, par des changements dans la composition des produits, dont le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, et par le repli des marges sur les dépôts dans un contexte de faibles taux d'intérêt.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont situées à 112 millions de dollars, ayant baissé de 13 millions sur un an grâce au recul de celles liées au portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a été atténué par l'accroissement des dotations associées au portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont été de 1 373 millions et ont ainsi augmenté de 5 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 1 327 millions, ce qui représente une hausse de 15 millions ou de 1 %. Nous continuons de mettre l'accent sur la productivité tout en effectuant des investissements ciblés dans nos activités et en nous adaptant aux changements d'ordre réglementaire.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants, à savoir 54,1 milliards de dollars, a augmenté de 2,9 milliards ou de 6 % sur un an, alors que les dépôts ont reculé de 0,4 milliard pour se situer à 59,0 milliards.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Gestion de patrimoine

## Tableau 13

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	141	135	144	416	413
Revenus autres que d'intérêts	847	743	723	2 317	1 995
Total des revenus (bic)	988	878	867	2 733	2 408
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(3)	2	(1)	(2)	2
Charges autres que d'intérêts	745	630	587	2 019	1 745
Bénéfice avant impôts sur le résultat	246	246	281	716	661
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	56	52	64	157	142
Bénéfice net comptable	190	194	217	559	519
Bénéfice net ajusté	212	200	224	595	539
Hausse du bénéfice net (%)	(11,8)	38,4	97,3	7,9	42,8
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	(4,4)	36,1	94,3	10,6	42,2
Hausse des revenus (%)	13,9	15,0	28,0	13,5	13,8
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	27,2	7,2	7,7	15,7	5,5
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	24,1	7,4	7,5	14,7	5,2
Rendement des capitaux propres (%)	14,8	23,8	29,1	19,0	24,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,6	24,6	30,1	20,3	25,0
Levier d'exploitation (%)	(13,3)	7,8	20,3	(2,2)	8,3
Levier d'exploitation ajusté (%)	(10,2)	7,6	20,5	(1,2)	8,6
Ratio d'efficacité (%) (bic)	75,5	71,7	67,6	73,9	72,4
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	72,5	70,7	66,6	72,1	71,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,62	2,64	2,91	2,66	2,87
Actif productif moyen	21 373	20 876	19 621	20 888	19 258
Solde moyen des prêts et acceptations courants	12 971	12 804	12 127	12 778	11 783
Solde moyen des dépôts	24 458	24 755	23 874	24 809	22 992

## États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic)	185	176	178	539	527
Charges autres que d'intérêts	157	148	146	462	438
Bénéfice net comptable	24	19	25	60	63
Bénéfice net ajusté	29	24	30	75	79
Actif productif moyen	3 081	2 970	2 689	2 995	2 643
Solde moyen des prêts et acceptations courants	2 687	2 592	2 532	2 602	2 489
Solde moyen des dépôts	5 708	5 666	4 843	5 747	4 960

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net, au montant de 190 millions de dollars, s'est replié de 27 millions en regard d'un an plus tôt et, après ajustement, il s'est dégagé à 212 millions, ayant fléchi de 12 millions ou de 4 %. Une saine croissance interne a haussé le bénéfice net ajusté de 19 % sur un an, compte non tenu de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt à long terme. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 164 millions, pour une hausse de 27 % ou de 33 millions, hausse dont quelque 60 % reflète l'apport de F&C qui a été acquise et dont le reliquat résulte de l'accroissement marqué des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 48 millions, s'étant comprimé de 45 millions ou de 48 % sur douze mois, ce qui est principalement attribuable à une charge après impôts de 22 millions au titre des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude, alors qu'un avantage après impôts de 42 millions avait été constaté il y a un an. Les activités sous-jacentes d'assurance vie et d'assurance crédit ont continué d'afficher un bon rendement. F&C a représenté environ 10 % des revenus, des charges ajustées et du bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine pour le trimestre.

Les revenus ont augmenté de 121 millions de dollars ou de 14 % en regard d'il y a un an, pour s'établir à 988 millions. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 905 millions, s'étant améliorés de 180 millions ou de 25 % grâce à l'incidence de l'acquisition de F&C ainsi qu'à la progression des revenus de l'ensemble des activités, progression qui a été stimulée par la forte croissance des actifs des clients et l'accroissement des volumes de transactions. Les revenus d'assurance se sont chiffrés à 83 millions, en baisse de 59 millions ou de 42 % à cause des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 745 millions de dollars, pour une hausse de 158 millions ou de 27 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 716 millions, ayant augmenté de 139 millions ou de 24 % en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de F&C et de la hausse des charges liées aux revenus résultant des activités internes.

Ayant atteint 776 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont bondi de 251 milliards ou de 48 % par rapport à il y a un an, F&C qui a été acquise ayant représenté 153 milliards de cette hausse. Compte non tenu de F&C, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 19 %, ce qui a résulté de la progression des marchés, de l'appréciation du dollar américain et de la croissance des nouveaux actifs des clients.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est replié de 4 millions de dollars, mais après ajustement, il a augmenté de 12 millions ou de 7 % par rapport au deuxième trimestre. Le bénéfice net ajusté qu'ont dégagé les activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru de 25 millions ou de 19 %, et ce, en raison surtout de l'acquisition de F&C ainsi que d'une bonne croissance interne. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a fléchi de 13 millions ou de 21 %, comparativement au deuxième trimestre, à cause de fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme. Les activités sous-jacentes d'assurance ont continué d'enregistrer une bonne performance.

Les revenus se sont améliorés de 110 millions de dollars ou de 13 %. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont accrus de 129 millions ou de 17 % grâce à l'incidence de l'acquisition de F&C et à l'accroissement des actifs des clients. Les revenus d'assurance ont baissé de 19 millions ou de 19 % en raison des facteurs mentionnés ci-dessus.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 115 millions de dollars ou de 18 %. Après ajustement, elles ont augmenté de 95 millions ou de 15 %, ce qui a découlé principalement de l'incidence de l'acquisition de F&C et de la hausse des charges liées aux revenus résultant des activités internes.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 164 milliards de dollars ou de 27 %. Compte non tenu de F&C, ces actifs ont augmenté de 11 milliards ou de 2 % grâce essentiellement à l'appréciation des marchés et à la hausse des nouveaux actifs des clients, facteurs qui ont été atténués par le recul du dollar américain par rapport au deuxième trimestre.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013**

Le bénéfice net, d'un montant de 559 millions de dollars, s'est accru de 40 millions ou de 8 % en regard d'un an plus tôt et, après ajustement, il s'est dégagé à 595 millions, s'étant renforcé de 56 millions ou de 11 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 426 millions, pour une hausse de 79 millions ou de 23 %, laquelle a résulté surtout de l'essor des actifs des clients et de l'apport de F&C qui a été acquise. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 169 millions, soit un recul de 23 millions ou de 12 % sur douze mois attribuable principalement à des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme en regard de la même période de 2013. Les activités sous-jacentes d'assurance vie et d'assurance crédit ont poursuivi leur essor.

Les revenus ont augmenté de 325 millions de dollars ou de 13 % en regard d'il y a un an, pour se situer à 2 733 millions. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 2 449 millions, s'étant améliorés de 346 millions ou de 16 % grâce à la progression des revenus provenant des activités internes, ce qui a été stimulé par la forte croissance des actifs des clients et l'élargissement des volumes des transactions, ainsi qu'à l'incidence de l'acquisition de F&C. Les revenus tirés des activités d'assurance se sont chiffrés à 284 millions, soit une baisse de 21 millions ou de 7 % attribuable aux facteurs précités. L'appréciation du dollar américain a haussé les revenus de 38 millions ou de 2 %.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 019 millions de dollars, pour une hausse de 274 millions ou de 16 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 1 971 millions, ayant augmenté de 253 millions ou de 15 % en raison surtout de la hausse de celles liées aux revenus résultant des activités internes, des répercussions de l'acquisition de F&C et de l'augmentation des coûts de soutien. L'appréciation du dollar américain a accru de 31 millions ou de 2 % les charges ajustées.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de la Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	328	328	345	917	923
Revenus autres que d'intérêts	658	625	515	1 996	1 672
Total des revenus (bic)	986	953	860	2 913	2 595
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(6)	(4)	2	(11)	(19)
Charges autres que d'intérêts	589	581	523	1 779	1 558
Bénéfice avant impôts sur le résultat	403	376	335	1 145	1 056
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	97	71	67	257	229
Bénéfice net comptable	306	305	268	888	827
Bénéfice net ajusté	306	306	269	889	829
Revenus des produits de négociation	596	599	563	1 785	1 643
Revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés	390	354	297	1 128	952
Hausse du bénéfice net (%)	13,9	17,0	11,6	7,3	22,0
Hausse des revenus (%)	14,5	13,6	7,4	12,2	10,2
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	12,8	13,6	6,8	14,2	6,9
Rendement des capitaux propres (%)	22,4	20,8	18,2	20,6	19,0
Levier d'exploitation (%)	1,7	-	0,6	(2,0)	3,3
Ratio d'efficacité (%) (bic)	59,8	61,0	60,7	61,1	60,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,58	0,59	0,67	0,55	0,61
Actif productif moyen	223 886	227 228	203 649	222 591	202 312
Actif moyen	258 916	265 154	246 401	259 696	250 083
Solde moyen des prêts et acceptations courants	31 154	30 387	24 479	29 800	24 630
Solde moyen des dépôts	133 538	137 626	120 635	133 997	120 656

#### États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic)	284	295	242	927	791
Charges autres que d'intérêts	231	224	209	684	624
Bénéfice net comptable	45	63	25	196	156
Actif productif moyen	84 439	82 517	80 480	80 832	78 580
Actif moyen	93 263	92 472	95 561	90 652	96 290
Solde moyen des prêts et acceptations courants	10 033	9 558	8 107	9 544	8 680
Solde moyen des dépôts	58 911	60 761	58 925	58 316	61 329

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est chiffré à 306 millions de dollars, en hausse de 38 millions ou de 14 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est imputable aux revenus élevés provenant de l'ensemble des activités, et plus particulièrement des activités de banque d'affaires et services aux sociétés, ce qui inclut un apport fort important de notre unité aux États-Unis. Le rendement des capitaux propres a été élevé, s'établissant à 22,4 %, contre 18,2 % il y a un an.

Les revenus se sont accrus de 126 millions de dollars ou de 15 % sur douze mois. Ceux des activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont progressé grâce à l'amélioration des commissions sur fusions et acquisitions ainsi que de prise ferme d'actions et de titres d'emprunt et à la hausse des revenus générés par les services aux sociétés. Quant aux revenus tirés des produits de négociation, ils se sont raffermis en raison de l'accroissement des transactions sur les actions et les produits de change, lesquelles ont bénéficié de l'essor des volumes des clients et de la conjoncture de marché favorable. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 12 millions ou de 1 %.

Des recouvrements de pertes sur créances ont été constatés au cours à celui du trimestre à l'étude, alors qu'une dotation d'un montant peu élevé l'avait été au même trimestre de l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 66 millions ou de 13 % en raison de la hausse des frais liés au personnel et des coûts de soutien, facteurs imputables à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. L'appréciation du dollar américain a accru les charges de 10 millions ou de 2 %.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net est demeuré relativement inchangé par rapport à celui du trimestre précédent puisque la progression des revenus a été contrebalancée par un taux d'impôt moins favorable et par des charges légèrement plus élevées.

Les revenus se sont renforcés de 33 millions ou de 3 % car ceux des activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont augmenté grâce à la hausse des commissions tirées des services de banque d'affaires, soit surtout les commissions sur fusions et acquisitions et de prise ferme d'actions. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la diminution des profits nets sur titres, soit principalement ceux de notre unité aux États-Unis. Quant aux revenus générés par les produits de négociation, ils n'ont pour ainsi dire pas changé.

Les recouvrements de pertes sur créances ont augmenté de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 8 millions ou de 1 % à cause de la hausse des frais liés au personnel et des coûts de soutien.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013

Le bénéfice net s'est chiffré à 888 millions de dollars, en hausse de 61 millions ou de 7 % par rapport à celui de la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent, ce qui tient compte de l'essor de 25 % du bénéfice net, en dollars américains, de notre unité aux États-Unis.

Les revenus se sont accrus de 318 millions ou de 12 % sur douze mois, ce qui témoigne des excellents résultats constatés à ce chapitre par toutes les activités, notamment notre unité aux États-Unis qui a vu ses revenus, en dollars américains, augmenter de 17 %.

Bénéficiant de montants élevés au chapitre des commissions de prise ferme d'actions et de titres d'emprunt et des revenus provenant des services aux sociétés ainsi que de la hausse des profits nets sur titres, les activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont affiché un très bon rendement. Quant à l'unité des produits de négociation, elle a gagné de meilleurs revenus de négociation, ce qui a résulté des transactions sur les actions et les produits de change, et a accru ses commissions et droits sur titres. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 67 millions ou de 3 %.

Les recouvrements de pertes sur créances ont fléchi de 8 millions de dollars en raison de la diminution de tels recouvrements et des nouvelles dotations. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 221 millions ou de 14 % à cause de la hausse des frais liés au personnel, dont les indemnités de départ, et des coûts de soutien, facteurs imputables à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. La plus-value du dollar américain a accru les charges de 48 millions ou de 3 %.

### Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(43)	(26)	82	(72)	369
Compensation sur une bic des groupes	(154)	(138)	(120)	(377)	(255)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(197)	(164)	(38)	(449)	114
Revenus autres que d'intérêts	14	51	24	84	78
Total des revenus (bic)	(183)	(113)	(14)	(365)	192
Recouvrement de pertes sur créances	(47)	(19)	(90)	(125)	(118)
Charges autres que d'intérêts	103	101	151	321	616
Perte avant impôts sur le résultat	(239)	(195)	(75)	(561)	(306)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(184)	(137)	(78)	(407)	(248)
Bénéfice net (perte) comptable	(55)	(58)	3	(154)	(58)
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes, après ajustement	(43)	(26)	(71)	(72)	(171)
Compensation sur une bic des groupes	(154)	(138)	(120)	(377)	(255)
Revenus nets d'intérêts, après ajustement (bic)	(197)	(164)	(191)	(449)	(426)
Revenus autres que d'intérêts, après ajustement	14	51	19	84	55
Total des revenus ajustés (bic)	(183)	(113)	(172)	(365)	(371)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(47)	(19)	(154)	(125)	(299)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	103	101	99	321	334
Perte nette après ajustement	(55)	(58)	(21)	(154)	(111)
<b>Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise</b>					
Prêts immobiliers douteux	8	(3)	(26)	19	(29)
Intérêts sur les prêts douteux	5	8	12	23	36
Prêts douteux acquis	(57)	(45)	(140)	(219)	(306)
Prêts productifs acquis	(3)	21	-	52	-
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(47)	(19)	(154)	(125)	(299)
Augmentation (diminution) de la dotation à la provision générale	-	-	20	-	(10)
Prêts productifs acquis	-	-	44	-	191
Recouvrement de pertes sur créances, résultat comptable	(47)	(19)	(90)	(125)	(118)
Solde moyen des prêts et acceptations	402	487	961	484	1 073
Prêts et acceptations à la fin de la période	359	399	695	359	695
<b>États-Unis - Points saillants</b> (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	(63)	(18)	84	(104)	287
Recouvrement de pertes sur créances	(26)	(23)	(106)	(97)	(161)
Charges autres que d'intérêts	44	49	82	106	310
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(29)	(25)	41	(59)	45
Bénéfice net (perte) comptable	(52)	(19)	67	(54)	93
Total des revenus ajustés (bic)	(63)	(18)	(65)	(104)	(247)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(44)	(18)	(148)	(119)	(296)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	44	49	34	106	111
Bénéfice net (perte), après ajustement	(39)	(22)	31	(39)	(30)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations. Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts des unités fonctionnelles et des services de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats opérationnels ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et les répercussions de la comptabilisation des prêts acquis. Les résultats comptables des Services d'entreprise en 2013 et au cours des exercices antérieurs tenaient compte d'un certain nombre d'éléments et d'activités qui ne sont pas pris en compte dans les résultats ajustés de BMO afin de faciliter l'évaluation de son rendement. Ces éléments d'ajustement ne reflètent pas les résultats opérationnels de base et sont décrits à la section Mesures non conformes aux PCGR.

## **Analyse des résultats financiers**

### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du troisième trimestre de 2013**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 55 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à un bénéfice net comptable de 3 millions et à une perte nette ajustée de 21 millions pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats ajustés ont fléchi en raison essentiellement du recul des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, ce qui a été atténué par la progression des revenus, compte non tenu de l'incidence de la compensation sur une bic des groupes.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2014**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est située à 55 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 58 millions pour le trimestre précédent.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2014 et des neuf premiers mois de 2013**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise a été de 154 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2014, comparativement à une perte nette comptable de 58 millions et à une perte nette ajustée de 111 millions pour la période correspondante il y a un an. Les résultats ajustés ont diminué en raison surtout du recul des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.



## Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans ce Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 16 ci-dessous. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu des éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Le profit économique net correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, avant déduction de l'incidence après impôts de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, moins une charge au titre du capital, et est considéré comme une mesure raisonnable de la valeur économique ajoutée.

<b>Mesures non conformes aux PCGR</b>		<b>Tableau 16</b>				
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		T3-2014	T2-2014	T3-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
<b>Résultats comptables</b>						
Revenus		4 215	4 041	4 000	12 378	11 925
Dotation à la provision pour pertes sur créances		(130)	(162)	(76)	(391)	(398)
Charges autres que d'intérêts		(2 756)	(2 594)	(2 526)	(8 034)	(7 646)
Bénéfice avant impôts sur le résultat		1 329	1 285	1 398	3 953	3 881
Charge d'impôts sur le résultat		(203)	(209)	(275)	(690)	(760)
Bénéfice net		1 126	1 076	1 123	3 263	3 121
BPA (\$)		1,67	1,60	1,66	4,85	4,57
<b>Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)</b>						
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis (voir * ci-dessous)		-	-	110	-	357
Coûts d'intégration des acquisitions 2)		(9)	-	(49)	(9)	(191)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)		(39)	(28)	(32)	(98)	(94)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances		-	-	(20)	-	2
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)		-	-	1	-	14
Coûts de restructuration 5)		-	-	-	-	(82)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts		(48)	(28)	10	(107)	6
<b>Éléments d'ajustement (après impôts) 1)</b>						
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis (voir * ci-dessous)		-	-	68	-	220
Coûts d'intégration des acquisitions 2)		(7)	-	(30)	(7)	(118)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)		(29)	(21)	(23)	(72)	(67)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances		-	-	(15)	-	(4)
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)		-	-	1	-	14
Coûts de restructuration 5)		-	-	-	-	(59)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts		(36)	(21)	1	(79)	(14)
Incidence sur le BPA (\$)		(0,06)	(0,03)	-	(0,12)	(0,02)
<b>Résultats ajustés</b>						
Revenus		4 215	4 041	3 842	12 378	11 362
Dotation à la provision pour pertes sur créances		(130)	(162)	(12)	(391)	(217)
Charges autres que d'intérêts		(2 708)	(2 566)	(2 442)	(7 927)	(7 270)
Bénéfice avant impôts sur le résultat		1 377	1 313	1 388	4 060	3 875
Charge d'impôts sur le résultat		(215)	(216)	(266)	(718)	(740)
Bénéfice net ajusté		1 162	1 097	1 122	3 342	3 135
BPA (\$)		1,73	1,63	1,66	4,97	4,59
* Les éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis sont constitués des montants suivants :						
Revenus		-	-	154	-	540
Dotation à la provision pour pertes sur créances		-	-	(44)	-	(183)
Augmentation du bénéfice avant impôts		-	-	110	-	357
Charge d'impôts sur le résultat		-	-	(42)	-	(137)
Augmentation du bénéfice net comptable après impôts		-	-	68	-	220

1) Les éléments d'ajustement de 2013 sont imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est ventilé aux groupes d'exploitation. Les coûts d'intégration de 2014 liés à F&C sont imputés à la Gestion de patrimoine.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Ces charges ont été désignées comme des éléments d'ajustement puisque l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut ne pas avoir été considéré comme une charge pertinente au moment de la décision d'achat. Elles ont été imputées aux charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation comme suit :

- Au troisième trimestre de 2014 : PE Canada, 3 millions de dollars avant impôts (2 millions après impôts); PE États-Unis, 16 millions (12 millions après impôts); et Gestion de patrimoine, 20 millions (15 millions après impôts).
- Au deuxième trimestre de 2014 : PE Canada, 2 millions de dollars avant et après impôts; PE États-Unis, 16 millions (12 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 9 millions (6 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 1 million avant et après impôts.
- Au troisième trimestre de 2013 : PE Canada, 3 millions de dollars avant et après impôts; PE États-Unis, 18 millions (12 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 10 millions (7 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 1 million avant et après impôts.
- Au cours des neuf premiers mois de 2014 : PE Canada, 8 millions de dollars (6 millions de dollars après impôts); PE États-Unis, 50 millions (36 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 39 millions (29 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 1 million avant et après impôts.
- Au cours des neuf premiers mois de 2013 : PE Canada, 9 millions de dollars avant impôts (7 millions de dollars après impôts); PE États-Unis, 56 millions (38 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 27 millions (20 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 2 millions avant et après impôts.

4) Se composent essentiellement des changements d'évaluation associés à ces activités qui sont pour la plupart pris en compte dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts.

5) Charge de restructuration visant à harmoniser notre structure de coûts et le contexte commercial actuel et futur dans le cadre d'une initiative de plus vaste portée qui vise à rehausser la productivité.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

Tableau 17

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Total des revenus	<b>4 215</b>	4 041	4 122	4 138	4 000	3 893	4 032	4 129
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	<b>130</b>	162	99	189	56	174	178	216
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	-	-	20	(30)	-	(24)
Charges autres que d'intérêts	<b>2 756</b>	2 594	2 684	2 580	2 526	2 550	2 570	2 679
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	<b>1 126</b>	1 076	1 061	1 074	1 123	962	1 036	1 073
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	<b>1 162</b>	1 097	1 083	1 088	1 122	984	1 029	1 116
Bénéfice de base par action (\$)	<b>1,68</b>	1,61	1,58	1,60	1,67	1,41	1,51	1,57
Bénéfice dilué par action (\$)	<b>1,67</b>	1,60	1,58	1,60	1,66	1,40	1,51	1,57
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>1,73</b>	1,63	1,61	1,62	1,66	1,44	1,50	1,64
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	<b>1,58</b>	1,59	1,62	1,69	1,78	1,82	1,87	1,86
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (%)	<b>1,58</b>	1,59	1,62	1,60	1,65	1,67	1,70	1,70
Taux d'impôt effectif (%)	<b>15,3</b>	16,2	20,8	21,6	19,7	19,8	19,3	14,7
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	<b>15,6</b>	16,5	20,9	21,5	19,2	19,0	19,0	17,1
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	<b>1,08</b>	1,10	1,08	1,04	1,04	1,02	1,00	0,99
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances								
PE Canada	<b>134</b>	133	141	166	125	153	128	146
PE États-Unis	<b>52</b>	50	19	96	40	55	32	75
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>186</b>	183	160	262	165	208	160	221
Gestion de patrimoine	<b>(3)</b>	2	(1)	1	(1)	1	2	11
BMO Marchés des capitaux	<b>(6)</b>	(4)	(1)	(17)	2	(6)	(15)	(4)
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(47)</b>	(19)	(59)	(57)	(110)	(29)	31	(12)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	<b>130</b>	162	99	189	56	174	178	216
Bénéfice net comptable								
PE Canada	<b>526</b>	480	484	458	486	421	447	436
PE États-Unis	<b>159</b>	155	166	102	149	151	179	135
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>685</b>	635	650	560	635	572	626	571
Gestion de patrimoine	<b>190</b>	194	175	311	217	140	162	164
BMO Marchés des capitaux	<b>306</b>	305	277	217	268	261	298	307
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(55)</b>	(58)	(41)	(14)	3	(11)	(50)	31
Bénéfice net de BMO Groupe financier	<b>1 126</b>	1 076	1 061	1 074	1 123	962	1 036	1 073
Bénéfice net ajusté								
PE Canada	<b>528</b>	482	486	461	489	422	450	438
PE États-Unis	<b>171</b>	167	178	114	161	164	192	151
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>699</b>	649	664	575	650	586	642	589
Gestion de patrimoine	<b>212</b>	200	183	318	224	147	168	169
BMO Marchés des capitaux	<b>306</b>	306	277	217	269	262	298	308
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(55)</b>	(58)	(41)	(22)	(21)	(11)	(79)	50
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	<b>1 162</b>	1 097	1 083	1 088	1 122	984	1 029	1 116

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 102 et 103 de son Rapport annuel pour 2013. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 17 présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de 2012 et le troisième trimestre de 2014, inclusivement. Ce tableau reflète les modifications des IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Au cours des deux derniers exercices, nous avons maintenu le cap sur l'atteinte de nos priorités stratégiques. La conjoncture économique a, en général, été stable et s'est même améliorée.

Au cours des récents trimestres, PE Canada a inscrit de bons résultats. La progression du bénéfice net au cours des cinq derniers trimestres a découlé de revenus élevés, et le levier d'exploitation a dépassé 2 % au cours des quatre derniers trimestres. L'amélioration des revenus est le fait de la croissance, à la fois forte et continue, des soldes de prêts et de dépôts et de la stabilité de la marge nette d'intérêts au cours des quatre derniers trimestres. Les charges n'ont que légèrement augmenté en raison des investissements continus dans les activités.

Stimulés par la croissance des actifs des clients, la meilleure tenue des marchés et l'attention accordée à la productivité, les récents résultats trimestriels des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été excellents, augmentant de manière plutôt constante. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte de l'apport provenant de l'acquisition de F&C. Quant à ceux du quatrième trimestre de 2013, ils tenaient compte d'un important profit sur titres. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme et des changements apportés au portefeuille de placements.

Après une amélioration des résultats qui s'est amorcée en 2012 et qui s'est maintenue en 2013, les résultats de BMO Marchés des capitaux sont demeurés solides au cours des trois premiers trimestres de 2014, bénéficiant de la conjoncture de marché favorable et d'une stratégie continue, mais aussi bien diversifiée. Ce groupe a tiré des revenus élevés de ses activités de banque d'affaires et services aux sociétés ainsi que de ses produits de négociation.

Les résultats de PE États-Unis ont été excellents au premier trimestre de 2013 et relativement stables au cours des deux trimestres suivants, les prêts aux entreprises et prêts industriels de base s'étant accrus et les charges ayant baissé en regard de l'exercice précédent, ce qui a compensé le recul des marges et des soldes de certains portefeuilles. Des dotations à la provision pour pertes sur créances exceptionnellement élevées ont nui aux résultats du quatrième trimestre de 2013. Les résultats se sont améliorés au premier trimestre de 2014 en raison surtout des réductions des dotations à la provision pour pertes sur créances et de l'accroissement des revenus, ce qui a été atténué par l'augmentation des charges. Les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2014 ont été stables. La marge nette d'intérêts s'est comprimée par rapport à 2012 en raison principalement du recul des marges sur les prêts par suite de la concurrence exercée par les taux, de changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts ont augmenté plus rapidement que les dépôts, et de la contraction des marges sur les dépôts qu'a causée la faiblesse des taux d'intérêt.

Le bénéfice net trimestriel des Services d'entreprise peut varier, et ce, en grande partie à cause des éléments d'ajustement de 2013, ces éléments ayant été pour la plupart constatés par ce groupe, et des recouvrements de pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis au cours de toutes les périodes. La baisse des recouvrements au premier trimestre de 2013 ainsi que le recul des revenus et la hausse des charges ont affaibli les résultats ajustés des Services d'entreprise pour ce trimestre. Ces recouvrements ont augmenté au cours des trois derniers trimestres de 2013, réduisant ainsi la perte nette. Le bénéfice net trimestriel ajusté a fléchi en 2014, ce qui reflète la variabilité des recouvrements et des revenus des Services d'entreprise.

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a, par rapport à 2012, affiché des tendances à la baisse au cours des plus récents trimestres, si ce n'est au cours du quatrième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2014, où elle a augmenté.

En 2012 et en 2013, les cours de change ont peu fluctué. Le dollar américain s'est grandement renforcé dans la première moitié de 2014, pour ensuite se replier quelque peu au troisième trimestre. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Le taux d'impôt effectif peut varier car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### **Mise en garde**

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### **Bilan**

Au 31 juillet 2014, le total des actifs atteignait 586,8 milliards de dollars, ayant augmenté de 49,8 milliards depuis le 31 octobre 2013, ce qui inclut une hausse de 10,4 milliards résultant de la plus-value du dollar américain. La progression du total des actifs reflète essentiellement l'augmentation de 16,1 milliards du solde net des prêts et acceptations, de 13,7 milliards des valeurs mobilières, de 11,4 milliards de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques et de 9,7 milliards des titres pris en pension ou empruntés. Les autres actifs se sont accrus d'un total de 2,3 milliards, ce qui a été atténué par la baisse de 3,4 milliards des actifs financiers dérivés.

La croissance de 16,1 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations reflète une hausse de 3,9 milliards attribuable à l'appréciation du dollar américain. Le reste de la progression du solde net des prêts et acceptations provient principalement des prêts aux entreprises et aux administrations publiques des unités de PE et de BMO Marchés des capitaux.

L'amélioration de 13,7 milliards de dollars des valeurs mobilières a résulté surtout d'une augmentation des titres de négociation, ce qui reflète l'intensification des activités menées pour les clients.

La hausse de 11,5 milliards de dollars de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de l'accroissement des soldes auprès de banques centrales.

La hausse de 9,7 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés est proportionnelle à celle des titres prêtés ou mis en pension, et ces deux hausses ont résulté des activités menées pour les clients.

La diminution de 3,4 milliards de dollars des actifs financiers dérivés et celle de 3,8 milliards des passifs financiers dérivés sont essentiellement imputables au recul de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt.

Les passifs et les capitaux propres se sont accrus de 49,8 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2013, montant dont une tranche de 10,4 milliards a découlé de l'appréciation du dollar américain. La variation de ces éléments reflète essentiellement la progression de 30,9 milliards des dépôts, de 11,7 milliards des titres mis en pension ou prêtés, de 5,9 milliards des titres vendus à découvert, de 3,1 milliards des capitaux propres et de 2,0 milliards du reste des passifs et des capitaux propres, ce qui a été atténué par une baisse de 3,8 milliards des passifs financiers dérivés.

L'accroissement de 30,9 milliards de dollars des dépôts tient compte d'une augmentation de 8,7 milliards découlant de l'appréciation du dollar américain. Exclusion faite de l'incidence du renforcement du dollar américain, les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont progressé de 15,3 milliards en raison surtout de l'augmentation des émissions réalisées à des fins de financement de gros. Les dépôts des particuliers ont progressé de 5,3 milliards en raison principalement des hausses enregistrées par PE Canada et par la Gestion de patrimoine, et les dépôts par les banques se sont accrus de 1,6 milliard.

La note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

### **Transactions avec des parties liées**

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2013 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 177 du Rapport annuel 2013 de BMO.

### **Arrangements hors bilan**

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits aux pages 65, 66 et 70 de son Rapport annuel pour 2013 ainsi qu'à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation des clients canadiennes et certaines entités à financement structuré. La section Instruments financiers désignés donne plus de précisions sur les changements importants dans ces arrangements survenus au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014.

### **Méthodes comptables et principales estimations comptables**

Les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'IASB et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

### **Modifications futures de méthodes comptables**

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 et la note 1 afférente aux états financiers consolidés audités figurant aux pages 132 et 133 du Rapport annuel pour 2013 de BMO renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir.

### **Évolution de la réglementation**

Il s'est produit plusieurs faits nouveaux en ce qui a trait à la réglementation au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, notamment au chapitre de la protection des consommateurs, des activités des marchés financiers, de la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que de la supervision et du resserrement de la gestion des risques. Les réformes réglementaires mises de l'avant peuvent influencer sur nos activités lorsqu'elles se traduisent par des coûts financiers, tels ceux associés aux exigences plus strictes concernant le capital et la liquidité, et par des coûts de conformité en lien avec notre infrastructure. La violation des lois et règlements pourrait se solder par des sanctions et des amendes qui pourraient réduire notre latitude en matière de stratégie, entacher notre réputation ou affaiblir notre bénéfice.

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport de gestion, ainsi que les faits nouveaux concernant le cadre réglementaire qui sont décrits ci-dessous, et de nous y préparer. Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation aux États-Unis, il y a lieu de se reporter à la section qui porte ce titre et qui est présentée à la page 69 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

Le Conseil de la Réserve fédérale a parachevé l'établissement d'un règlement qui met en vigueur les normes prudentielles plus strictes de la loi *Dodd-Frank* et les exigences quant à l'application anticipée de mesures correctives aux activités aux États-Unis de banques non américaines, telle BMO. Ce règlement établit de nouvelles exigences concernant le capital pondéré en fonction des risques, les limites de levier, les normes quant à la liquidité, le cadre de gestion des risques, les limites quant au risque de crédit et à sa concentration, la planification des correctifs et la présentation de l'exposition au risque de crédit.

L'Office of the Comptroller of the Currency a publié, afin de recueillir des commentaires, un projet de lignes directrices concernant l'élaboration et l'instauration d'un cadre de gouvernance des risques destiné aux grandes banques nationales ainsi que la supervision de ce processus par leur conseil d'administration. Dans leur forme proposée, ces lignes directrices qui définissent les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques revenant aux unités de première ligne, au personnel chargé de la gestion des risques, aux auditeurs internes, au conseil d'administration et au chef de la direction de cette filiale s'appliqueraient à notre principale filiale bancaire américaine, BMO Harris Bank N.A. (BHB),

La version finale de la règle Volcker, en vertu de laquelle il est interdit aux institutions bancaires et à leurs sociétés affiliées d'effectuer certaines opérations pour leur propre compte et d'avoir certains liens avec des fonds de couverture et des fonds de capital-investissement, a été parachéevée en décembre 2013. Les organismes de réglementation bancaire fédéraux américains, la Securities and Exchange Commission et la Commodity Futures Trading Commission, ont confirmé que les institutions bancaires, dont BMO et certaines de ses filiales, auront jusqu'en juillet 2015 pour s'assurer que leurs activités et leurs placements respectent cette règle ou disposeront de plus de temps si cette période est prolongée. Les institutions bancaires devront, d'ici là, entreprendre des mesures de planification témoignant de leur bonne foi ainsi que des travaux aux fins du respect de ces exigences.

Le Consumer Financial Protection Bureau, organisme qui veille à l'application de certaines lois fédérales sur le crédit à la consommation aux États-Unis, a fait savoir qu'il surveillera de près la conformité aux lois, dont celles portant sur l'équité en matière de prêts, des entités qui octroient indirectement des prêts automobiles.

Le ministère des Finances du Canada a publié un document de consultation décrivant le régime de recapitalisation interne qu'il se propose d'instaurer et qui s'appliquerait aux banques d'importance systémique nationale (BISN) au Canada, dont BMO. Ce régime donnerait au gouvernement du Canada le pouvoir de convertir de manière permanente des « passifs admissibles » d'une BISN en actions ordinaires et d'annuler, également de façon permanente, des actions ordinaires en circulation de celle-ci si certaines conditions préalables sont réunies. Aux termes du régime proposé, les passifs admissibles ne seraient composés que de titres d'emprunt de premier rang non garantis qui seraient émis après la date d'entrée en vigueur du régime de recapitalisation interne, qui seraient négociables et cessibles et dont le terme initial serait de plus de 400 jours. Dans son document de consultation, le gouvernement invite également le public à lui faire part de ses commentaires concernant l'établissement d'une structure de société de portefeuille bancaire au Canada dont le mandat serait de mieux soutenir le système de résolution pour les banques.

### **Mise en garde**

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### **Instruments financiers désignés**

Les pages 65 et 66 du Rapport annuel pour 2013 de BMO renferment de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, le cas échéant, survenu depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2013, si ce n'est de l'expiration, le 30 décembre 2013, des billets d'Apex, série 2013, de 1,05 milliard de dollars.

## Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 77 à 99 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

## Risque de marché

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Ce qui suit indique des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché et présente les soldes qui résultent principalement de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Tableau 18

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2014				Au 31 octobre 2013				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
<b>Actifs</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 250	-	38 250	-	26 089	-	26 089	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 800	392	5 408	-	6 518	1 511	5 007	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	90 459	84 374	6 085	-	75 159	69 393	5 766	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente	47 673	-	47 673	-	53 710	-	53 710	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	10 420	-	10 420	-	6 032	-	6 032	-	Taux d'intérêt
Titres divers	989	-	989	-	899	-	899	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	49 452	-	49 452	-	39 799	-	39 799	-	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	295 441	-	295 441	-	279 294	-	279 294	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	26 825	25 969	856	-	30 259	29 484	775	-	Taux d'intérêt, change
Actifs divers	21 523	-	8 182	13 341	19 285	-	7 692	11 593	Taux d'intérêt
<b>Total des actifs</b>	<b>586 832</b>	<b>110 735</b>	<b>462 756</b>	<b>13 341</b>	<b>537 044</b>	<b>100 388</b>	<b>425 063</b>	<b>11 593</b>	
<b>Passifs</b>									
Dépôts	399 223	7 423	391 800	-	368 369	5 928	362 441	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	28 151	27 144	1 007	-	31 974	31 184	790	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	9 651	-	9 651	-	8 472	-	8 472	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	28 366	28 366	-	-	22 446	22 446	-	-	Taux d'intérêt
Titres mis en pension ou prêtés	40 606	-	40 606	-	28 884	-	28 884	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	42 587	-	42 147	440	41 724	-	41 179	545	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	3 948	-	3 948	-	3 996	-	3 996	-	Taux d'intérêt
<b>Total des passifs</b>	<b>552 532</b>	<b>62 933</b>	<b>489 159</b>	<b>440</b>	<b>505 865</b>	<b>59 558</b>	<b>445 762</b>	<b>545</b>	

- 1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié à la négociation et aux prises fermes et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.  
2) Comprend essentiellement des éléments du bilan assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance et nos titres disponibles à la vente.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

## Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation est demeuré relativement stable au cours de la période. La VaR liée aux titres disponibles à la vente a fléchi en raison de la réduction des positions de plusieurs portefeuilles et de l'incidence de nouvelles calibrations des paramètres. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a baissé, ce qui est essentiellement imputable à l'actualisation des calibrations et aux changements dans la composition des portefeuilles durant le trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur économique en cas de hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. Le risque structurel de volatilité du résultat en cas de baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel, se voient attribuer des taux moins élevés. La sensibilité de la valeur économique et du résultat aux taux d'intérêt est demeurée pour ainsi dire la même qu'au trimestre précédent.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 87 à 91 de son Rapport annuel pour 2013.

### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation (en millions de dollars)\* \*\*

Tableau 19

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014				Au 30 avril 2014	Au 31 octobre 2013
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,6)	(0,6)	(0,9)	(0,3)	(0,8)	(0,4)
VaR liée aux actions	(6,0)	(6,8)	(9,0)	(5,6)	(6,1)	(6,1)
VaR liée au change	(0,2)	(0,9)	(2,3)	(0,1)	(0,9)	(0,5)
VaR liée aux taux d'intérêt	(6,6)	(7,8)	(13,3)	(4,2)	(4,3)	(4,6)
VaR liée au crédit	(4,8)	(5,3)	(5,9)	(4,5)	(5,3)	(5,0)
Diversification	9,2	10,7	n. s.	n. s.	8,6	7,5
<b>Total de la VaR – Négociation</b>	<b>(9,0)</b>	<b>(10,7)</b>	<b>(14,5)</b>	<b>(8,1)</b>	<b>(8,8)</b>	<b>(9,1)</b>
<b>Total de la VaR – Titres disponibles à la vente</b>	<b>(9,5)</b>	<b>(11,1)</b>	<b>(12,7)</b>	<b>(9,0)</b>	<b>(12,7)</b>	<b>(10,1)</b>

\* Le total de la VaR liée aux activités de négociation et le total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente qui sont indiqués ci-dessus sont assujettis au cadre de gestion des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux.

\*\* Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
n. s. - non significatif

### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation (en millions de dollars)\* \*\*

Tableau 20

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014				Au 30 avril 2014	Au 31 octobre 2013
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(3,3)	(4,1)	(7,9)	(1,8)	(7,2)	(4,7)
VaR liée aux actions en période de tension	(13,4)	(12,5)	(17,5)	(10,2)	(12,6)	(9,8)
VaR liée au change en période de tension	(0,2)	(3,2)	(11,3)	(0,2)	(1,8)	(0,8)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(14,2)	(20,3)	(29,0)	(12,4)	(23,2)	(9,5)
VaR liée au crédit en période de tension	(13,0)	(13,8)	(14,9)	(13,0)	(13,5)	(11,0)
Diversification	25,6	31,6	n. s.	n. s.	31,8	19,9
<b>Total de la VaR en période de tension – Négociation</b>	<b>(18,5)</b>	<b>(22,3)</b>	<b>(31,8)</b>	<b>(17,7)</b>	<b>(26,5)</b>	<b>(15,9)</b>

\* La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

\*\* Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
n. s. - non significatif

### Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt (en millions de dollars)\* \*\*

Tableau 21

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)		
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013
Hausse de 100 points de base	(629,8)	(649,3)	(503,1)	59,3	60,8	95,4
Baisse de 100 points de base	340,7	354,1	340,1	(50,7)	(60,1)	(90,8)
Hausse de 200 points de base	(1 404,6)	(1 421,0)	(1 078,8)	77,9	85,0	158,1
Baisse de 200 points de base	222,2	233,5	442,7	(54,9)	(71,3)	(113,7)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

\*\* Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2014 donnerait lieu à une augmentation de 68 millions de dollars de leur bénéfice après impôts et à une hausse de 414 millions de leur valeur économique avant impôts (67 millions et 384 millions, respectivement, au 30 avril 2014; et 81 millions et 335 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2014 donnerait lieu à une diminution de 59 millions de leur bénéfice après impôts et à une diminution de 489 millions de leur valeur économique avant impôts (57 millions et 454 millions, respectivement, au 30 avril 2014; et 66 millions et 399 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

### Actifs liquides et non grevés

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés afin de parer aux éventualités. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement.

Le tableau 22 ci-dessous résume les actifs liquides de BMO. Dans le cadre normal de ses activités quotidiennes, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 171,7 milliards de dollars au 31 juillet 2014, contre 170,5 milliards au 30 avril 2014. La légère hausse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement de l'augmentation des soldes de la trésorerie. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Outre ses actifs liquides, BMO a toujours accès au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas ces dernières comme représentant une source de liquidité à laquelle elle a accès.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 23 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

### Actifs liquides

Tableau 22

	Au 31 juillet 2014					Au 30 avril 2014
	Valeurs comptables/ actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 250	-	38 250	1 429	36 821	33 648
Dépôts à d'autres banques	5 800	-	5 800	-	5 800	7 069
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	98 735	12 590	111 325	77 037	34 288	38 204
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	17 377	1 013	18 390	2 569	15 821	14 698
Titres de créance d'entreprises	19 740	7 057	26 797	2 023	24 774	25 134
Titres de participation d'entreprises	63 141	16 409	79 550	39 882	39 668	36 600
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	198 993	37 069	236 062	121 511	114 551	114 636
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	15 239	-	15 239	691	14 548	15 104
Total des actifs liquides	258 282	37 069	295 351	123 631	171 720	170 457
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	105 558	-	105 558	748	104 810	101 498
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	363 840	37 069	400 909	124 379	276 530	271 955

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de la Banque au 31 juillet 2014.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires montés par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).



	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 juillet 2014					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	44 050	-	1 429	439	42 182
Valeurs mobilières 5)	251 301	93 723	28 479	7 674	121 425
Prêts et acceptations	280 202	37 645	1 945	135 802	104 810
Autres actifs					
Instruments dérivés	26 825	-	-	26 825	-
Bureau et matériel	2 174	-	-	2 174	-
Écart d'acquisition	5 253	-	-	5 253	-
Immobilisations incorporelles	2 020	-	-	2 020	-
Actifs d'impôt exigible	770	-	-	770	-
Actifs d'impôt différé	2 962	-	-	2 962	-
Actifs divers	8 344	-	-	8 344	-
Total des autres actifs	48 348	-	-	48 348	-
Total des actifs	623 901	131 368	31 853	192 263	268 417

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2014					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	42 151	-	1 434	423	40 294
Valeurs mobilières 5)	246 456	92 488	24 228	7 455	122 285
Prêts et acceptations	279 139	37 138	1 954	138 549	101 498
Autres actifs					
Instruments dérivés	28 859	-	-	28 859	-
Bureau et matériel	2 172	-	-	2 172	-
Écart d'acquisition	3 994	-	-	3 994	-
Immobilisations incorporelles	1 554	-	-	1 554	-
Actifs d'impôt exigible	800	-	-	800	-
Actifs d'impôt différé	2 927	-	-	2 927	-
Actifs divers	8 293	-	-	8 293	-
Total des autres actifs	48 599	-	-	48 599	-
Total des actifs	616 345	129 626	27 616	195 026	264 077

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux exigences de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 8,1 milliards de dollars au 31 juillet 2014, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et de certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances de FHLB.

5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

## Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et autres actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins) et reflète la liquidité des actifs ainsi financés. Des quotités sont appliquées aux actifs de négociation afin de refléter le risque de recul des valeurs de marché et de la liquidité durant des périodes de tension sur les marchés. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable, ainsi qu'un important capital, lesquels constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients comprennent les dépôts de base et ceux de particuliers et d'entreprises dont les taux sont fixes et dont les montants sont plus élevés. Les dépôts de clients totalisaient 230,6 milliards de dollars au 31 juillet 2014, comparativement à 230,4 milliards au 30 avril 2014. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels hors du secteur financier. Au 31 juillet 2014, ces dépôts se chiffraient à 33,9 milliards.

Au 31 juillet 2014, l'encours du financement de gros, financement provenant surtout de titres négociables, totalisait 163,5 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 37,0 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 126,5 milliards, de financement non garanti. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24 ci-après. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisait 171,7 milliards au 31 juillet 2014, actifs qui, tel qu'il est décrit à la section qui traite des actifs liquides et non grevés et qui est présentée précédemment, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

**Échéances du financement de gros** (en millions de dollars canadiens) 1)

**Tableau 24**

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Au 31 juillet 2014								
Dépôts d'autres banques 2)	12 382	4 630	598	66	17 676	–	–	17 676
Certificats de dépôt et papier commercial	19 937	21 363	8 003	6 113	55 416	938	–	56 354
Billets de dépôt au porteur	1 657	1 297	181	236	3 371	–	–	3 371
Papier commercial adossé à des actifs	1 224	1 108	430	55	2 817	–	–	2 817
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	–	500	4 658	5 158	13 683	23 160	42 001
Billets structurés non garantis de premier rang 3)	38	30	371	29	468	46	1 135	1 649
Obligations couvertes/titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires	–	318	334	1 852	2 504	2 031	12 473	17 008
Obligations couvertes	–	–	2 181	2 181	4 362	1 636	3 641	9 639
Titrisations de créances de cartes de crédit	–	–	–	42	42	2 726	2 194	4 962
Dette subordonnée 4)	–	–	–	311	311	–	5 087	5 398
Autres 5)	–	–	–	–	–	–	2 590	2 590
<b>Total</b>	<b>35 238</b>	<b>28 746</b>	<b>12 598</b>	<b>15 543</b>	<b>92 125</b>	<b>21 060</b>	<b>50 280</b>	<b>163 465</b>
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 224	1 426	2 945	4 130	9 725	6 393	20 898	37 016
Financement non garanti	34 014	27 320	9 653	11 413	82 400	14 667	29 382	126 449
<b>Total 6)</b>	<b>35 238</b>	<b>28 746</b>	<b>12 598</b>	<b>15 543</b>	<b>92 125</b>	<b>21 060</b>	<b>50 280</b>	<b>163 465</b>

1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Il exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Exception faite des dépôts d'autres banques, lesquels sont constitués essentiellement de dépôts bancaires obtenus dans le but de faciliter les activités liées aux produits de négociation, le financement non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables.

3) Émis essentiellement à des investisseurs autres qu'institutionnels.

4) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts et autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDIF concernant les informations à fournir.

5) Avances des Federal Home Loan Banks.

6) Le total du financement de gros était constitué de 53,9 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 109,6 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 juillet 2014.

En mai 2014, le BSIF a parachevé la version finale du document *Ligne directrice sur les normes de liquidité*. Cette ligne directrice décrit l'approche et la méthode à adopter relativement à divers outils et mesures de liquidité dont le BSIF se servira pour surveiller et évaluer la liquidité des banques, notamment le ratio de liquidité à court terme, les flux de trésorerie nets cumulatifs et d'autres mesures. En vertu de cette ligne directrice, les banques canadiennes devront maintenir à plus de 100 % leur ratio de liquidité à court terme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

En janvier 2014, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié la version finale de son document sur les normes de divulgation d'informations sur le ratio de liquidité à court terme. En juillet 2014, le BSIF a publié un document décrivant un cadre commun de déclaration concernant ce ratio et a confirmé que les banques canadiennes devront s'y conformer à compter de la période de présentation du deuxième trimestre de 2015.

En janvier 2014, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié une nouvelle version d'un document de consultation portant sur le ratio structurel de liquidité à long terme. Au cours du deuxième trimestre de 2014, le secteur a transmis à cet organisme ses commentaires sur les propositions énoncées dans ce document. Le ratio structurel de liquidité à long terme devrait être instauré le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Cotes de crédit**

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 150 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 31 juillet 2014 : AA de la part de DBRS, AA- de la part de Fitch, Aa3 de la part de Moody's et A+ de la part de Standard & Poor's.

Au cours du trimestre, Moody's a confirmé les cotes à long terme de BMO et de six autres grandes banques canadiennes et a changé de stables à négatives les perspectives de leur dette de premier rang bénéficiant d'un soutien et de leurs dépôts non garantis en raison du projet qu'a annoncé le gouvernement canadien d'instaurer un régime de recapitalisation interne destiné aux banques d'importance systémique nationale.

Après la fin du trimestre, S&P a confirmé les cotes de crédit des titres d'emprunt à long et court terme de BMO et a fait passer de stables à négatives ses perspectives ainsi que celles de cinq autres banques canadiennes de manière à refléter l'incidence que pourrait avoir le projet de politique de recapitalisation interne que le gouvernement fédéral du Canada a publié le 1<sup>er</sup> août 2014.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2014, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 154 millions de dollars, 470 millions et 727 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

#### **Risque d'assurance**

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion de ce risque ni du degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites aux pages 95 et 96 de son Rapport annuel pour 2013.

#### **Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité**

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion de ce risque qu'emploie BMO sont celles décrites dans la section qui en traite ainsi que dans celle portant sur le risque opérationnel, aux pages 79 et 94, respectivement, de son Rapport annuel pour 2013.

## Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 67, 68, 119 et 120 de son Rapport annuel pour 2013. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2014 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les changements dans ces positions ont été mineurs en regard de celles au 30 avril 2014 et au 31 octobre 2013.

### Expositions en Europe par pays et par contrepartie 11) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 25

Au 31 juillet 2014

Pays	Tranche financée des prêts 1) Total	Titres 2) 10)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Expositions nettes
		Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	
<b>Pays GIIPE</b>									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	9	-	-	-	-	38	-	-	38
Italie	64	-	-	-	-	3	2	-	5
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	65	-	-	-	-	7	-	-	7
<b>Total – pays GIIPE 6)</b>	<b>138</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>48</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>50</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>									
France	15	-	-	298	298	186	-	3	189
Allemagne	55	19	21	1 320	1 360	42	-	4	46
Pays-Bas	296	661	7	109	777	86	-	-	86
Autres 7)	178	-	1	391	392	40	43	8	91
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE 8)</b>	<b>544</b>	<b>680</b>	<b>29</b>	<b>2 118</b>	<b>2 827</b>	<b>354</b>	<b>43</b>	<b>15</b>	<b>412</b>
<b>Reste de l'Europe</b>									
Danemark	8	558	-	128	686	-	-	-	-
Norvège	11	1 236	-	-	1 236	1	-	-	1
Fédération de Russie	357	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	93	317	-	27	344	7	-	-	7
Suisse	210	1	-	-	1	37	1	-	38
Royaume-Uni	346	68	53	186	307	312	4	-	316
Autres 7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>1 025</b>	<b>2 180</b>	<b>53</b>	<b>341</b>	<b>2 574</b>	<b>357</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>362</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 707</b>	<b>2 860</b>	<b>82</b>	<b>2 459</b>	<b>5 401</b>	<b>759</b>	<b>50</b>	<b>15</b>	<b>7 932</b>

Au 30 avril 2014

Pays	Tranche financée des prêts 1) Total	Titres 2)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Expositions nettes
		Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	
<b>Pays GIIPE 6)</b>	<b>124</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>47</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>51</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE 8)</b>	<b>558</b>	<b>711</b>	<b>41</b>	<b>2 254</b>	<b>3 006</b>	<b>338</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>357</b>
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>1 059</b>	<b>2 103</b>	<b>54</b>	<b>350</b>	<b>2 507</b>	<b>519</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>534</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 741</b>	<b>2 814</b>	<b>96</b>	<b>2 604</b>	<b>5 514</b>	<b>904</b>	<b>30</b>	<b>8</b>	<b>8 197</b>

Au 31 octobre 2013

Pays	Tranche financée des prêts 1) Total	Titres 2)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Expositions nettes
		Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	
<b>Pays GIIPE 6)</b>	<b>79</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE 8)</b>	<b>462</b>	<b>626</b>	<b>42</b>	<b>2 111</b>	<b>2 779</b>	<b>113</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>120</b>
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>956</b>	<b>2 058</b>	<b>40</b>	<b>674</b>	<b>2 772</b>	<b>153</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>172</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 497</b>	<b>2 684</b>	<b>82</b>	<b>2 785</b>	<b>5 551</b>	<b>271</b>	<b>27</b>	<b>1</b>	<b>299</b>

Voir les notes du tableau 26.

Pays	Prêts 1)								
	Tranche financée au 31 juillet 2014			Au 31 juillet 2014		Au 30 avril 2014		Au 31 octobre 2013	
	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
<b>Pays GIPE</b>									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	3	6	-	103	9	100	6	-	-
Italie	64	-	-	64	64	39	39	2	2
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	65	-	-	75	65	89	79	77	77
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>132</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>242</b>	<b>138</b>	<b>228</b>	<b>124</b>	<b>79</b>	<b>79</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>									
France	15	-	-	68	15	60	14	22	22
Allemagne	47	8	-	67	55	37	37	21	21
Pays-Bas	31	265	-	517	296	559	295	338	163
Autres 7)	148	30	-	412	178	429	212	421	256
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>241</b>	<b>303</b>	<b>-</b>	<b>1 064</b>	<b>544</b>	<b>1 085</b>	<b>558</b>	<b>802</b>	<b>462</b>
<b>Reste de l'Europe</b>									
Danemark	8	-	-	8	8	7	7	15	15
Norvège	11	-	-	11	11	14	14	16	16
Fédération de Russie	330	27	-	357	357	579	579	476	476
Suède	23	70	-	196	93	176	71	121	64
Suisse	4	206	-	469	210	370	140	546	163
Royaume-Uni	200	146	-	545	346	397	248	485	222
Autres 7)	-	-	-	44	-	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>576</b>	<b>449</b>	<b>-</b>	<b>1 630</b>	<b>1 025</b>	<b>1 543</b>	<b>1 059</b>	<b>1 659</b>	<b>956</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>949</b>	<b>758</b>	<b>-</b>	<b>2 936</b>	<b>1 707</b>	<b>2 856</b>	<b>1 741</b>	<b>2 540</b>	<b>1 497</b>

- Les prêts comprennent les prêts et les produits de financement commercial. Les montants sont présentés déduction faite de ceux sortis du bilan et du montant brut des provisions spécifiques, ces éléments étant considérés comme négligeables.
- Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.
- Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (174 millions de dollars dans les pays GIPE, 8,8 milliards de dollars dans d'autres pays de la zone euro et 4,3 milliards dans le reste de l'Europe au 31 juillet 2014).
- Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions, et dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur, les compensations liées aux garanties. Au 31 juillet 2014, le risque lié au remplacement des dérivés, déduction faite des garanties, se chiffrait à environ 3,6 milliards de dollars pour toute l'Europe.
- Exclut les réserves de 75 millions de dollars de notre filiale irlandaise auprès de la banque centrale d'Irlande au 31 juillet 2014.
- L'exposition directe de BMO dans les pays GIPE a essentiellement trait à des produits de financement commercial et de négociation offerts par des banques. L'exposition nette demeure faible, s'établissant à 188 millions de dollars, dont une tranche de 104 millions représentait des engagements non financés au 31 juillet 2014.
- Le poste Autres de la catégorie Zone euro comprend les expositions en Autriche, en Belgique, en Finlande, au Luxembourg, à Malte, en Slovaquie et en Slovénie. Le poste Autres de la catégorie Reste de l'Europe comprend les expositions en Croatie, dans la République tchèque, en Hongrie, en Islande et en Pologne.
- Au 31 juillet 2014, l'exposition directe nette de BMO dans les autres pays de la zone euro (soit les autres pays qui ont l'euro comme monnaie) totalisait environ 3,8 milliards de dollars, dont une proportion de 53 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA, et une proportion d'environ 84 % s'est vu attribuer la cote Aaa ou AAA par l'une des deux agences de notation. Notre exposition directe nette dans le reste de l'Europe totalisait environ 4,0 milliards, dont une proportion de 67 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA. Une partie importante de l'exposition à des États souverains est constituée de produits de trésorerie négociables, alors que l'exposition liée à des banques a trait à des instruments de négociation, à des titres de créance à court terme, à des positions sur dérivés, à des lettres de crédit et à des garanties.
- Les États souverains comprennent les produits de trésorerie de banques garantis par des États souverains.
- L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 499 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique<sup>8</sup> dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2014. (<sup>8</sup>BMO a une position nette de 190 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 20 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE.)
- Les autres expositions (incluant les expositions indirectes) qui ne sont pas incluses dans les tableaux au 31 juillet 2014 sont comme suit :**
  - BMO a également des expositions à des entités situées dans divers pays européens en raison de son entité de protection de crédit et de son entité de titrisation des clients américaine. Ces expositions ne sont pas incluses dans les tableaux ci-dessus parce que leur structure comporte déjà une protection de crédit.
    - BMO a une exposition directe à ces entités de crédit qui sont, à leur tour, exposées à un risque en raison des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. Tel qu'il est indiqué dans la section intitulée Entité de protection de crédit à la page 66 du Rapport annuel pour 2013 de BMO, ces entités comportent une protection de premier niveau, et des couvertures ont été conclues.
    - L'exposition notionnelle de notre entité de protection de crédit à des émetteurs situés en Grèce, en Italie et en Espagne représentait 4,2 % de son exposition notionnelle totale. Cette entité avait une exposition notionnelle dans cinq des pays dont la monnaie est l'euro. Cette exposition représentait 11,8 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, des proportions de 86 % et de 79 %, avaient obtenu des cotes de première qualité de la part de S&P et de Moody's, respectivement. L'exposition notionnelle dans le reste de l'Europe représentait 15,1 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 83 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P et de Moody's. L'entité bénéficie d'une forte protection contre les pertes et c'est pourquoi le risque de crédit résiduel est très faible.
    - L'entité de titrisation des clients américaine de BMO l'expose aux pays GIPE et à d'autres pays européens puisqu'elle a des engagements qui s'appuient sur des sûretés dont une proportion de 0,03 % représente des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. À la fin du trimestre, l'exposition au Royaume-Uni, qui se chiffrait à 0,01 %, représentait la composante la plus importante et il n'existait aucune exposition en Grèce, en Italie, en Irlande, au Portugal ou en Espagne.
  - BMO est exposé à des institutions européennes supranationales à hauteur de 0,2 milliard de dollars, essentiellement par voie de produits de trésorerie négociables.
  - L'exposition indirecte de BMO en Europe sous forme de garanties destinées à soutenir les activités de négociation correspondait à des valeurs mobilières de 381 millions d'euros, dont une tranche de 33 millions d'euros était détenue dans les pays GIPE. Les deux plus importantes expositions en Europe étaient en Allemagne (129 millions d'euros) et en France (121 millions d'euros). De plus, des garanties en trésorerie de 135 millions d'euros étaient détenues au 31 juillet 2014.
  - L'exposition indirecte sous forme de garanties émises par des entités situées dans des pays européens totalisait 874,8 millions de dollars, dont 5,4 millions dans les pays GIPE, 536,1 millions dans les autres pays de la zone euro et 333,3 millions dans le reste de l'Europe.

## Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	31 juillet 2013
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>						
Prêts	2 683 \$	2 639 \$	2 680 \$	2 695 \$	2 689 \$	8 002 \$
Valeurs mobilières	517	477	506	543	577	1 500
Dépôts à d'autres banques	67	69	67	59	63	203
	3 267	3 185	3 253	3 297	3 329	9 705
<b>Charges d'intérêts</b>						
Dépôts	727	701	717	711	683	2 145
Dette subordonnée	37	37	36	38	35	110
Autres passifs	396	384	387	431	428	1 167
	1 160	1 122	1 140	1 180	1 146	3 422
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	2 107	2 063	2 113	2 117	2 183	6 283
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>						
Commissions et droits sur titres	326	318	307	291	290	951
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	260	239	241	237	232	740
Revenus de négociation	231	246	274	188	208	751
Commissions sur prêts	169	171	169	155	152	509
Frais de services de cartes	116	116	112	110	124	344
Frais de gestion de placements et de garde de titres	255	197	194	179	178	646
Revenus tirés de fonds d'investissement	301	238	229	220	217	768
Commissions de prise ferme et de consultation	238	149	191	156	141	578
Profits sur titres, autres que de négociation	12	47	62	210	–	121
Revenus de change, autres que de négociation	40	38	54	38	39	132
Revenus d'assurance	94	113	107	125	147	314
Autres	66	106	69	112	89	241
	2 108	1 978	2 009	2 021	1 817	6 095
<b>Total des revenus</b>	4 215	4 041	4 122	4 138	4 000	12 378
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)</b>	130	162	99	189	76	391
<b>Charges autres que d'intérêts</b>						
Rémunération du personnel (note 12)	1 595	1 491	1 581	1 439	1 448	4 667
Bureaux et matériel	469	452	455	491	457	1 376
Amortissement des immobilisations incorporelles	104	90	90	89	88	284
Déplacements et expansion des affaires	136	122	119	142	128	377
Communications	73	78	68	70	73	219
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	8	10	10	10	9	28
Honoraires	159	140	135	142	124	434
Autres	212	211	226	197	199	649
	2 756	2 594	2 684	2 580	2 526	8 034
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	1 329	1 285	1 339	1 369	1 398	3 953
Charge d'impôts sur le résultat	203	209	278	295	275	690
<b>Bénéfice net</b>	1 126 \$	1 076 \$	1 061 \$	1 074 \$	1 123 \$	3 263 \$
Attribuable :						
Aux actionnaires de la Banque	1 110	1 062	1 048	1 061	1 107	3 220
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	14	13	13	16	43
<b>Bénéfice net</b>	1 126 \$	1 076 \$	1 061 \$	1 074 \$	1 123 \$	3 263 \$
<b>Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 13)</b>						
De base	1,68 \$	1,61 \$	1,58 \$	1,60 \$	1,67 \$	4,86 \$
Dilué	1,67	1,60	1,58	1,60	1,66	4,85

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude – voir la note 1.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le		
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Bénéfice net	1 126 \$	1 076 \$	1 061 \$	1 074 \$	1 123 \$	3 263 \$	3 121 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)							
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net							
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 1)	(98)	21	25	(17)	298	(52)	315
	(98)	21	25	(17)	298	(52)	315
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 2)	76	27	(38)	67	(48)	65	(77)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 3)	(17)	(16)	(22)	(5)	(2)	(55)	(45)
	59	11	(60)	62	(50)	10	(122)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 4)	53	(31)	142	137	(231)	164	(162)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 5)	(25)	(23)	(25)	(23)	(31)	(73)	(102)
	28	(54)	117	114	(262)	91	(264)
Profit net provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profit (perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(98)	(278)	1 176	261	316	800	480
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 6)	-	(25)	(270)	(109)	(140)	(295)	(300)
	(98)	(303)	906	152	176	505	180
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	(109)	(325)	988	311	162	554	109
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 017 \$</b>	<b>751 \$</b>	<b>2 049 \$</b>	<b>1 385 \$</b>	<b>1 285 \$</b>	<b>3 817 \$</b>	<b>3 230 \$</b>
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	1 001	737	2 036	1 372	1 269	3 774	3 178
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	16	14	13	13	16	43	52
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 017 \$</b>	<b>751 \$</b>	<b>2 049 \$</b>	<b>1 385 \$</b>	<b>1 285 \$</b>	<b>3 817 \$</b>	<b>3 230 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 32 \$, de (11) \$, de (10) \$, de 11 \$ et de (120) \$ pour le trimestre et de 11 \$ et de (137) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (30) \$, de (12) \$, de 12 \$, de (27) \$ et de 24 \$ pour le trimestre et de (30) \$ et de 36 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après la charge d'impôts sur le résultat de 6 \$, de 9 \$, de 12 \$, de 3 \$ et de 1 \$ pour le trimestre et de 27 \$ et de 19 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (14) \$, de 15 \$, de (43) \$, de (49) \$ et de 82 \$ pour le trimestre et de (42) \$ et de 61 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après la charge d'impôts sur le résultat de 6 \$, de 5 \$, de 9 \$, de 7 \$ et de 14 \$ pour le trimestre et de 20 \$ et de 38 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (2) \$, de 9 \$, de 95 \$, de 39 \$ et de 50 \$ pour le trimestre et de 102 \$ et de 107 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude - voir la note 1.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>38 250 \$</b>	35 082 \$	34 112 \$	26 089 \$	33 055 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>5 800</b>	7 069	6 586	6 518	7 531
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	90 459	82 426	85 957	75 159	72 491
Titres disponibles à la vente (note 2)	47 673	51 883	55 736	53 710	51 439
Titres détenus jusqu'à l'échéance	10 420	9 318	8 254	6 032	4 846
Titres divers	989	983	994	899	1 021
	<b>149 541</b>	144 610	150 941	135 800	129 797
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>49 452</b>	51 981	53 579	39 799	53 749
<b>Prêts (notes 3 et 5)</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	99 484	97 632	97 321	96 392	93 132
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 286	64 571	64 610	63 640	63 230
Prêts sur cartes de crédit	7 976	7 953	7 963	7 870	7 801
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	115 812	116 492	112 396	104 585	101 023
	<b>287 558</b>	286 648	282 290	272 487	265 186
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 651	9 906	9 207	8 472	9 029
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 768)	(1 850)	(1 747)	(1 665)	(1 658)
	<b>295 441</b>	294 704	289 750	279 294	272 557
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	26 825	28 859	37 502	30 259	31 638
Bureaux et matériel	2 174	2 172	2 220	2 168	2 109
Écart d'acquisition (note 8)	5 253	3 994	4 052	3 819	3 767
Immobilisations incorporelles	2 020	1 554	1 558	1 511	1 511
Actifs d'impôt exigible	770	800	1 030	1 065	1 304
Actifs d'impôt différé	2 962	2 927	2 986	3 027	2 956
Actifs divers	8 344	8 293	8 346	7 695	8 738
	<b>48 348</b>	48 599	57 694	49 544	52 023
<b>Total des actifs</b>	<b>586 832 \$</b>	582 045 \$	592 662 \$	537 044 \$	548 712 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts (note 9)</b>					
Banques	22 865 \$	22 607 \$	26 930 \$	20 591 \$	21 362 \$
Entreprises et administrations publiques	243 808	238 915	240 347	222 346	214 565
Particuliers	132 550	132 485	131 116	125 432	123 596
	<b>399 223</b>	394 007	398 393	368 369	359 523
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	28 151	30 279	36 843	31 974	32 959
Acceptations	9 651	9 906	9 207	8 472	9 029
Titres vendus à découvert	28 366	24 350	26 646	22 446	21 041
Titres mis en pension ou prêtés	40 606	46 125	44 789	28 884	47 596
Passifs d'impôt exigible	255	146	386	438	373
Passifs d'impôt différé	185	71	115	107	131
Passifs divers	42 147	39 871	39 585	41 179	43 620
	<b>149 361</b>	150 748	157 571	133 500	154 749
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>3 948</b>	3 965	3 983	3 996	4 014
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social (note 10)	15 194	14 686	14 298	14 268	14 264
Surplus d'apport	310	313	316	315	321
Résultats non distribués	16 724	16 155	15 617	15 087	14 657
Cumul des autres éléments du résultat global	991	1 100	1 425	437	126
	<b>33 219</b>	32 254	31 656	30 107	29 368
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	<b>1 081</b>	1 071	1 059	1 072	1 058
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>34 300</b>	33 325	32 715	31 179	30 426
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>586 832 \$</b>	582 045 \$	592 662 \$	537 044 \$	548 712 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude - voir la note 1.



## État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde à l'ouverture de la période	2 615 \$	2 265 \$	2 265 \$	2 465 \$
Émises au cours de la période	700	-	1 200	-
Rachetées au cours de la période	(275)	-	(425)	(200)
Solde à la clôture de la période	3 040	2 265	3 040	2 265
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde à l'ouverture de la période	12 071	12 014	12 003	11 957
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	47	47	47	129
Émises en vertu du régime d'options sur actions	36	13	104	62
Rachetées aux fins d'annulation (note 10)	-	(75)	-	(149)
Solde à la clôture de la période	12 154	11 999	12 154	11 999
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde à l'ouverture de la période	313	320	315	213
Charges liées aux options sur actions/options exercées	(3)	1	(5)	1
Écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées	-	-	-	107
Solde à la clôture de la période	310	321	310	321
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde à l'ouverture de la période	16 155	14 227	15 087	13 456
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 110	1 107	3 220	3 069
Dividendes – Actions privilégiées	(28)	(30)	(83)	(91)
– Actions ordinaires	(504)	(478)	(1 484)	(1 428)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 10)	-	(169)	-	(349)
Frais d'émission d'actions	(9)	-	(16)	-
Solde à la clôture de la période	16 724	14 657	16 724	14 657
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi</b>				
Solde à l'ouverture de la période	(119)	(446)	(165)	(463)
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi 1)	(98)	298	(52)	315
Solde à la clôture de la période	(217)	(148)	(217)	(148)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde à l'ouverture de la période	156	193	205	265
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période 2)	76	(48)	65	(77)
Reclassement dans le résultat des profits de la période 3)	(17)	(2)	(55)	(45)
Solde à la clôture de la période	215	143	215	143
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde à l'ouverture de la période	55	140	(8)	142
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période 4)	53	(231)	164	(162)
Reclassement dans le résultat des profits sur les couvertures de flux de trésorerie 5)	(25)	(31)	(73)	(102)
Solde à la clôture de la période	83	(122)	83	(122)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde à l'ouverture de la période	1 008	77	405	73
Profit (perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(98)	316	800	480
Incidence de la couverture de la perte latente provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 6)	-	(140)	(295)	(300)
Solde à la clôture de la période	910	253	910	253
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	<b>991</b>	<b>126</b>	<b>991</b>	<b>126</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>33 219 \$</b>	<b>29 368 \$</b>	<b>33 219 \$</b>	<b>29 368 \$</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>				
Solde à l'ouverture de la période	1 071	1 071	1 072	1 435
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	16	16	43	52
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(26)	(32)	(52)	(68)
Rachat d'actions privilégiées	-	-	-	(359)
Acquisitions (note 7)	22	-	22	-
Autres	(2)	3	(4)	(2)
Solde à la clôture de la période	1 081	1 058	1 081	1 058
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>34 300 \$</b>	<b>30 426 \$</b>	<b>34 300 \$</b>	<b>30 426 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 32 \$, de (120) \$, de 11 \$ et de (137) \$ pour le trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (30) \$, de 24 \$, de (30) \$ et de 36 \$ pour le trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après la charge d'impôts sur le résultat de 6 \$, de 1 \$, de 27 \$ et de 19 \$ pour le trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (14) \$, de 82 \$, de (42) \$ et de 61 \$ pour le trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après la charge d'impôts sur le résultat de 6 \$, de 14 \$, de 20 \$ et de 38 \$ pour le trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (2) \$, de 50 \$, de 102 \$ et de 107 \$ pour le trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude – voir la note 1.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>				
Bénéfice net	1 126 \$	1 123 \$	3 263 \$	3 121 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	6	10	7	19
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(18)	(10)	(128)	(94)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(8 038)	1 016	(14 562)	(1 924)
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 3)	130	76	391	398
Variation des instruments dérivés – diminution des actifs dérivés	2 400	12 462	3 473	18 059
– (diminution) des passifs dérivés	(2 926)	(12 149)	(4 399)	(17 345)
Amortissement des bureaux et du matériel	87	85	268	257
Amortissement des immobilisations incorporelles	104	88	284	257
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	(3)	180	223	239
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(1)	(18)	(37)	(41)
Diminution nette de l'actif d'impôt exigible	28	287	397	110
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	92	(189)	(204)	(44)
Variation des intérêts courus – diminution des intérêts à recevoir	138	60	135	200
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	(34)	(88)	4	(221)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 535	(597)	2 047	202
Augmentation (diminution) nette des dépôts	6 316	(3 764)	22 034	29 710
(Augmentation) nette des prêts	(1 603)	(7 067)	(11 676)	(15 383)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	4 004	(2 991)	5 644	(2 550)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(5 359)	8 024	10 773	7 000
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	2 393	6 435	(8 289)	(5 742)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	377	2 973	9 648	16 228
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Augmentation (diminution) nette de passifs de filiales	(9)	8	(40)	(188)
(Échéance) d'obligations couvertes	-	-	-	(1 354)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 10)	700	-	1 200	-
Rachat d'actions privilégiées (note 10)	(275)	-	(425)	(200)
Rachat de titres d'une filiale (note 10)	-	-	-	(359)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	37	15	105	67
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 10)	-	(244)	-	(498)
Frais d'émission d'actions	(9)	-	(16)	-
Dividendes versés en trésorerie	(471)	(456)	(1 494)	(1 388)
Dividendes versés en trésorerie aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	(26)	(32)	(52)	(68)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(53)	(709)	(722)	(3 988)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	1 247	(1 199)	931	(1 052)
Achats de titres, autres que de négociation	(3 817)	(12 105)	(21 599)	(24 602)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 949	3 969	10 709	10 780
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	4 840	1 125	13 392	15 074
Bureaux et matériel – (achats nets)	(156)	(58)	(207)	(243)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(87)	(60)	(269)	(178)
Acquisitions (note 7)	(956)	-	(956)	140
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	3 020	(8 328)	2 001	(81)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(176)	696	1 234	981
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 168	(5 368)	12 161	13 140
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	35 082	38 423	26 089	19 915
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>38 250 \$</b>	<b>33 055 \$</b>	<b>38 250 \$</b>	<b>33 055 \$</b>
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	36 795 \$	31 659 \$	36 795 \$	31 659 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 455	1 396	1 455	1 396
	38 250 \$	33 055 \$	38 250 \$	33 055 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie :</b>				
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 196 \$	1 232 \$	3 411 \$	3 623 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	111 \$	29 \$	282 \$	505 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 326 \$	3 360 \$	9 705 \$	10 092 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude - voir la note 1.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2014 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2013 qui figurent aux pages 130 à 188 de notre Rapport annuel 2013.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 26 août 2014.

### Modifications de méthodes comptables

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté de façon rétrospective les prises de position en comptabilité, nouvelles et modifiées, publiées par l'International Accounting Standard Board (IASB) qui suivent : l'IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19), l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10) et l'IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11). Par suite de l'adoption de l'IAS 19, de l'IFRS 10 et de l'IFRS 11, le bénéfice net attribuable aux actionnaires pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013 a diminué d'environ 39 millions de dollars après impôts. Nous avons également adopté l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12), l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13) et l'IFRS 7, *Instruments financiers – Informations à fournir* (IFRS 7), ce qui se traduira par la présentation d'informations supplémentaires dans nos états financiers consolidés annuels de 2014. Il y a lieu de se reporter aux pages 43 et 44 de notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2014 pour obtenir une description de ces prises de position en comptabilité nouvelles ou modifiées ainsi qu'aux pages 132 et 133 de notre Rapport annuel 2013 pour obtenir de plus amples renseignements sur l'incidence de la transition au 1<sup>er</sup> novembre 2012.

Au cours du trimestre, nous avons modifié le classement de nos actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 pour les faire passer des passifs aux capitaux propres. Les actions des périodes précédentes ont été reclassées de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

### Futures modifications des IFRS

En mai 2013, l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui fournit des directives sur le moment de comptabilisation d'un passif lié à un droit ou à une taxe imposé par des autorités publiques à des entités conformément aux lois. L'IFRIC 21 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014. Nous évaluons actuellement quelle sera l'incidence de cette norme sur nos résultats financiers futurs.

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (IFRS 15), qui remplace les normes existantes sur la comptabilisation des produits. La nouvelle norme établit un cadre pour la comptabilisation et l'évaluation des produits tirés des contrats conclus avec des clients, à l'exception des produits tirés de contrats entrant dans le champ d'application d'autres normes, comme les instruments financiers, les contrats d'assurance et les contrats de location. La nouvelle norme exige également la présentation d'informations supplémentaires sur la nature, le montant, le moment et l'incertitude des produits et des flux de trésorerie découlant des transactions conclues avec les clients. L'IFRS 15 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017. Nous évaluons actuellement quelle sera l'incidence de cette norme sur nos résultats financiers futurs.

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui traite de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture.

Cette nouvelle norme exige que les actifs soient comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, selon le modèle économique utilisé pour gérer les actifs financiers et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Le classement et l'évaluation des passifs demeurent généralement inchangés, sauf en ce qui a trait aux passifs comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. En ce qui a trait à ces passifs, les variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit propre à l'entité sont habituellement présentées dans les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers. La nouvelle norme propose en effet un seul modèle de dépréciation qui s'appuie sur les pertes sur créances prévues, ce qui fait en sorte que des pertes sur créances seront comptabilisées peu importe si un événement générateur de pertes a eu lieu. Le modèle fondé sur les pertes sur créances prévues s'appliquera à la plupart des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, et son incidence sera plus marquée sur les prêts. Le recours au modèle fondé sur les pertes sur créances prévues donne lieu à la comptabilisation de pertes sur créances sur un horizon de 12 mois en ce qui a trait aux prêts productifs, alors qu'il donne lieu à la comptabilisation de pertes sur créances prévues sur la durée de vie des prêts en ce qui a trait aux prêts ayant fait l'objet d'une détérioration importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

L'IFRS 9 introduit un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Aux termes du modèle proposé dans l'IFRS 9, il faudra démontrer qu'il existe une relation de nature économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture; cependant, il ne sera plus nécessaire d'atteindre des mesures quantitatives précises pour appliquer la comptabilité de couverture. L'IFRS 9 ne permet pas la couverture des portefeuilles ni des macrocouvertures.

L'IFRS 9 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018. L'adoption anticipée est autorisée. Nous évaluons actuellement quelle sera l'incidence de cette norme sur nos résultats financiers futurs.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2014				31 octobre 2013			
	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	10 831	89	1	10 919	12 989	129	3	13 115
des administrations provinciales et municipales canadiennes	3 910	46	6	3 950	3 707	23	32	3 698
l'administration fédérale américaine	2 759	4	7	2 756	4 650	10	-	4 660
des municipalités, agences et États américains	5 690	52	6	5 736	5 363	41	12	5 392
d'autres administrations publiques	5 867	12	1	5 878	6 165	7	9	6 163
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	3 043	28	1	3 070	2 271	6	-	2 277
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	6 386	23	19	6 390	6 535	24	31	6 528
Titres de créance d'entreprises	7 190	92	9	7 273	10 210	115	8	10 317
Titres de participation d'entreprises	1 589	118	6	1 701	1 413	148	1	1 560
<b>Total</b>	<b>47 265</b>	<b>464</b>	<b>56</b>	<b>47 673</b>	<b>53 303</b>	<b>503</b>	<b>96</b>	<b>53 710</b>

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être compensés par les pertes (profits) latents connexes sur des passifs ou des contrats de couverture.

## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2014, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 243 millions de dollars (261 millions au 31 juillet 2013).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) au début de la période	102	81	79	68	396	387	-	-	577	536
Montants sortis du bilan	(24)	(24)	(178)	(173)	(129)	(112)	-	-	(331)	(309)
Recouvrements de montant sortis du bilan à des périodes antérieures	28	7	47	39	107	183	-	-	182	229
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	14	30	130	140	(14)	(114)	-	-	130	56
Fluctuations de change et autres	(4)	(6)	(3)	(4)	(57)	(57)	-	-	(64)	(67)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin de la période	116	88	75	70	303	287	-	-	494	445
Provision générale pour pertes sur créances au début de la période	87	50	640	613	767	751	27	23	1 521	1 437
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(1)	47	(5)	15	7	(44)	(1)	2	-	20
Fluctuations de change et autres	-	-	(1)	-	(3)	17	-	-	(4)	17
Provision générale pour pertes sur créances à la fin de la période	86	97	634	628	771	724	26	25	1 517	1 474
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>202</b>	<b>185</b>	<b>709</b>	<b>698</b>	<b>1 074</b>	<b>1 011</b>	<b>26</b>	<b>25</b>	<b>2 011</b>	<b>1 919</b>
Composition : Prêts	176	167	709	698	857	768	26	25	1 768	1 658
Autres instruments de crédit	26	18	-	-	217	243	-	-	243	261

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Pour les périodes de neuf mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) au début de la période	99	76	71	62	315	338	-	-	485	476
Montants sortis du bilan	(65)	(79)	(487)	(556)	(294)	(307)	-	-	(846)	(942)
Recouvrements de montant sortis du bilan à des périodes antérieures	49	15	127	111	356	444	-	-	532	570
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	45	94	376	460	(30)	(146)	-	-	391	408
Fluctuations de change et autres	(12)	(18)	(12)	(7)	(44)	(42)	-	-	(68)	(67)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin de la période	116	88	75	70	303	287	-	-	494	445
Provision générale pour pertes sur créances au début de la période	88	47	622	624	756	759	19	30	1 485	1 460
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(4)	50	11	4	(14)	(59)	7	(5)	-	(10)
Fluctuations de change et autres	2	-	1	-	29	24	-	-	32	24
Provision générale pour pertes sur créances à la fin de la période	86	97	634	628	771	724	26	25	1 517	1 474
Total de la provision pour pertes sur créances	202	185	709	698	1 074	1 011	26	25	2 011	1 919
Composition : Prêts	176	167	709	698	857	768	26	25	1 768	1 658
Autres instruments de crédit	26	18	-	-	217	243	-	-	243	261

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 28 millions de dollars et de 92 millions ont été inscrits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement (35 millions et 104 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013, respectivement).

### Prêts restructurés

Il nous arrive à l'occasion de modifier les modalités contractuelles de prêts en raison de la mauvaise situation financière d'un emprunteur. Nous soumettons les prêts restructurés à un test de dépréciation conformément à nos politiques existantes d'évaluation de la dépréciation. Lorsque la restructuration donne lieu à des modifications de concession importantes des modalités contractuelles d'un prêt et que les concessions se font pour des raisons d'ordre économique ou juridique liées à des difficultés financières éprouvées par l'emprunteur dont nous ne tiendrions habituellement pas compte, le prêt est classé dans les prêts douteux. Nous prenons en compte les concessions, ou la combinaison de concessions, importantes suivantes : 1) une réduction du taux d'intérêt stipulé; 2) une prolongation de la date ou des dates d'échéance à un taux d'intérêt stipulé moindre que le taux de marché en vigueur pour un nouveau prêt assorti de modalités semblables; ou 3) une renonciation au principal ou aux intérêts courus.

Les prêts restructurés peuvent demeurer dans la catégorie des prêts productifs si les modifications ne sont pas considérées comme des concessions importantes ou ils peuvent être reclassés dans cette catégorie lorsqu'aucun critère de classement dans les prêts douteux ne continue de s'appliquer.

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 391 millions de dollars au 31 juillet 2014 (388 millions au 31 octobre 2013). Au 31 juillet 2014, des prêts restructurés d'un montant de 152 millions de dollars ont été classés comme productifs (155 millions au 31 octobre 2013). Des prêts restructurés de 5 millions de dollars et de 13 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement (59 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013).

### Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, nous avons inscrit des recouvrements nets sur pertes sur créances de 9 millions de dollars et de 8 millions, respectivement, relativement aux prêts d'AMCORE (des provisions nettes pour pertes sur créances de 14 millions et des recouvrements nets de 23 millions, respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

### Prêts productifs acquis

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 8 millions de dollars et à 25 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (10 millions et 40 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée dans la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts. La réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe a donné lieu pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 à un recouvrement de 2 millions de dollars et à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 2 millions, respectivement, et par une incidence de néant et de 6 millions, respectivement, sur les revenus nets d'intérêts (dotation à la provision pour pertes sur créances de néant et néant, respectivement, et

incidence de 35 millions et 140 millions, respectivement, sur les revenus nets d'intérêts pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement des prêts productifs renouvelables sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 6 millions de dollars et à 31 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (30 millions et 100 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements en espèces sont reçus. L'incidence des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 31 millions de dollars et à 120 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (55 millions et 188 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances en lien avec ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode comptable que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis a consisté en un recouvrement de 3 millions de dollars et en une dotation à la provision de 52 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (44 millions et 191 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

Au 31 juillet 2014, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 12,3 milliards de dollars (16,6 milliards au 31 octobre 2013). Au 31 juillet 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 311 millions de dollars, à 108 millions et à 2 millions, respectivement (425 millions, 156 millions et 6 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 421 millions de dollars, une tranche de 236 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. La tranche restante de 185 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

#### **Prêts douteux acquis**

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 57 millions de dollars et de 219 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (reprise de 140 millions et de 306 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

Au 31 juillet 2014, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 0,5 milliard de dollars (0,7 milliard au 31 octobre 2013). Au 31 juillet 2014, le montant résiduel de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à néant (128 millions au 31 octobre 2013).

#### **Engagements et lettres de crédit non financés repris**

En lien avec notre acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), nous avons constaté un passif lié aux engagements et lettres de crédit non financés.

En ce qui concerne les engagements et les lettres de crédit non financés, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des engagements. L'incidence de l'amortissement des engagements et des lettres de crédit non financés sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 2 millions de dollars et à 12 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (24 millions et 71 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

Au 31 juillet 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux engagements et lettres de crédit non financés repris se chiffrait à 5 millions de dollars (15 millions au 31 octobre 2013).

## Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit et de contrepartie est lié principalement aux prêts, aux titres de créance, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires autres que de négociation (structurelles).

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte dans le cas où nous ne serions pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsque ces engagements arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Les principales mesures au 31 juillet 2014 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 29 à 36 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2014.

## Note 5 : Titrisation

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2014 1), 2)		31 octobre 2013	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	9 785		9 956	
Autres actifs connexes	7 765		8 660	
Total	17 550	17 107	18 616	18 235

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 681 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 461 millions, pour une position nette de 220 millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, nous avons vendu des prêts de 1 422 millions de dollars et de 3 929 millions, respectivement, à des programmes de titrisation de tiers (1 560 millions et 5 509 millions, respectivement, au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

## Note 6 : Entités structurées

Les montants inscrits au bilan et le risque maximal de perte liés aux entités structurées qui ne sont pas consolidées sont résumés dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2014			31 octobre 2013		
	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	Entités de gestion de placements structurés	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	Entités de gestion de placements structurés
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	-	-	8	-	-
Titres de négociation	2	17	10 978	2	13	12 120
Titres disponibles à la vente	-	789	-	-	721	-
Dérivés	-	-	157	-	-	119
	12	806	11 135	10	734	12 239
Dépôts	1 264	54	5 979	1 254	52	6 584
Dérivés	-	-	924	-	-	985
Autres	20	-	4 207	20	-	4 582
	1 284	54	11 110	1 274	52	12 151
<b>Risque de perte</b>						
Titres détenus	2	806	10 978	2	734	12 120
Facilités utilisées	12	-	-	12	-	-
Facilités non utilisées 1)	43	4 310	s. o.	43	3 866	s. o.
	57	5 116	10 978	57	4 600	12 120

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. La majeure partie de ces facilités ne visait pas un soutien de crédit au 31 juillet 2014 ni au 31 octobre 2013.

2) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

s. o. - sans objet

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Les montants inscrits au bilan et le risque maximal de perte liés aux entités structurées qui sont consolidées sont résumés dans le tableau suivant. La totalité des opérations et soldes intersociétés entre nous et les entités structurées consolidées ont été éliminés au moment de la consolidation.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2014					31 octobre 2013				
	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation des clients américaine	Entité de protection du crédit	Entités de gestion de placements structurés	Fiducies de capital et de financement 3)	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation des clients américaine	Entité de protection du crédit 1)	Entités de gestion de placements structurés 2)	Fiducies de capital et de financement 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	55	407	7	945	25	370	1 430	7	351
Prêts	7 359	2 950	-	-	18 387	7 190	3 537	-	-	20 717
Autres	-	3	-	-	-	-	3	-	-	-
	7 370	3 008	407	7	19 332	7 215	3 910	1 430	7	21 068
Dépôts	-	2 816	-	-	-	-	3 578	-	-	-
Autres	4 931	1	162	7	5	4 328	2	530	7	18
	4 931	2 817	162	7	5	4 328	3 580	530	7	18
<b>Risque de perte</b>										
Titres détenus	2 009	-	253	-	840	1 499	-	922	-	840
Facilités utilisées	-	159	-	-	16 714	-	264	-	-	18 595
Facilités non utilisées	-	5 129	-	-	8 440	-	4 417	-	-	8 455
Actifs dérivés	-	-	11	-	63	-	-	20	-	84
	2 009	5 288	264	-	26 057	1 499	4 681	942	-	27 974

1) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la facilité de financement de premier rang fournie à notre entité de protection du crédit a été résiliée.

2) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, Links Finance Corporation a vendu ses actifs résiduels et a remboursé en totalité notre facilité de trésorerie.

3) Le solde des prêts est constitué essentiellement des prêts hypothécaires transférés dans nos programmes d'obligations couvertes. Les prêts hypothécaires en excédent du montant des obligations couvertes en cours et du montant des surnantissements minimaux requis aux termes de ces programmes sont rapidement disponibles pour la Banque. Les facilités non utilisées ont également principalement trait à nos programmes d'obligations couvertes, et la Banque conserve le pouvoir de décider si les facilités sont utilisées ou non.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

## Note 7 : Acquisitions

Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, ce qui englobe toute contrepartie conditionnelle. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs identifiables repris et la contrepartie conditionnelle sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué comme étant l'excédent du total de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les résultats opérationnels des entreprises acquises sont pris en compte dans nos états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

### F&C Asset Management plc (F&C)

Le 7 mai 2014, nous avons conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de F&C Asset Management plc (F&C), gestionnaire de placements dont le siège social est situé au Royaume-Uni, pour une contrepartie en trésorerie de 712 millions de livres sterling.



L'acquisition a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises. Les résultats de l'entreprise acquise sont inclus dans notre secteur d'exploitation Gestion de patrimoine.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles constituées essentiellement de contrats de gestion de fonds et de relations-clients, y compris des immobilisations incorporelles de 178 millions de dollars d'une durée de vie indéterminée et des immobilisations incorporelles de 313 millions amorties de façon linéaire principalement sur 2 à 10 ans. Cette acquisition nous permet de consolider notre position de gestionnaire de fonds d'importance à l'échelle mondiale en augmentant les capacités de notre plateforme de gestion d'actifs et en créant d'attractives possibilités de répondre aux besoins des marchés des services de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans le reste de l'Europe. Un écart d'acquisition de 1 261 millions de dollars a été comptabilisé à l'égard de cette transaction et n'est pas déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre de l'acquisition de F&C, nous avons acquis une filiale de F&C, F&C REIT LLP, détenue à 30 % par trois autres associés. Nous avons comptabilisé la participation des associés dans F&C REIT LLP à titre de participations ne donnant pas le contrôle dans notre bilan consolidé, selon la quote-part de l'actif net de F&C REIT LLP revenant aux associés ne détenant pas le contrôle.

Une tranche d'environ 10 % des revenus et des charges du groupe Gestion de patrimoine est attribuable à F&C. Des coûts d'acquisition de 5 millions de dollars et de 16 millions engagés au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement, ont été inscrits dans les charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats.

#### **Aver Media LP (Aver)**

Le 1<sup>er</sup> avril 2013, nous avons conclu l'acquisition des actifs d'Aver Media LP, une société fermée canadienne spécialisée dans le financement des médias du cinéma et de la télévision, pour une contrepartie en trésorerie de 260 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur l'actif net, majorée d'une contrepartie conditionnelle d'environ 10 millions de dollars à verser au cours des 18 mois suivant la date d'acquisition. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nous avons versé une contrepartie conditionnelle de 6 millions de dollars, plus les intérêts courus. Des coûts de 1 million de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans les charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2013. Cette acquisition vise principalement le portefeuille de prêts d'Aver qui nous offre de nouvelles possibilités d'intensification de nos activités liées aux prêts aux entreprises par l'affirmation de notre présence au sein du secteur de la production cinématographique et télévisuelle. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 10 ans. Aver fait partie de l'unité d'exploitation PE Canada. L'acquisition a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises.

#### **Entreprise de gestion de patrimoine en Asie (EGPA)**

Le 25 janvier 2013, nous avons conclu l'acquisition d'une entreprise de gestion de patrimoine en Asie pour une contrepartie en trésorerie de 33 millions de dollars. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, le prix d'achat a augmenté à 34 millions de dollars, en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. Des coûts de 4 millions de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans les charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'entreprise offre des services de banque privée à des clients fortunés de la région Asie-Pacifique et donne à BMO des occasions importantes d'élargir son offre de services aux clients à valeur nette élevée de cette région. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie selon le mode linéaire sur 15 ans, et des immobilisations incorporelles constituées de logiciels, qui sont amortis sur leur durée d'utilité résiduelle. EGPA fait partie de notre unité d'exploitation Gestion de patrimoine.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)	2014		2013
	F&C <sup>1)</sup>	Aver	EGPA
Ressources en trésorerie	338	-	434
Prêts	-	232	310
Bureaux et matériel	9	-	1
Écart d'acquisition	1 261	20	17
Immobilisations incorporelles	491	16	17
Autres actifs	296	3	2
<b>Total des actifs</b>	<b>2 395</b>	271	781
Dépôts	-	-	746
Autres passifs	1 079	1	1
<b>Total des passifs</b>	<b>1 079</b>	1	747
Participations ne donnant pas le contrôle	22	-	-
Prix d'achat	1 294	270	34

1) La ventilation du prix d'achat de F&C pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

## Note 8 : Écart d'acquisition

Lorsque nous procédons à une acquisition, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles identifiables, et aux passifs repris. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 et l'exercice clos le 31 octobre 2013.

(en millions de dollars canadiens)	PE		Services bancaires Particuliers et entreprises	Activités traditionnelles de gestion de patrimoine <sup>7)</sup>	Assurance	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Total
	Canada	États-Unis						
Écart d'acquisition au 31 octobre 2012	48	2 594	2 642	806	2	808	194	3 644
Acquisitions durant l'exercice	20	-	20	17	-	17	-	37
Autres 1)	1	108	109	24	-	24	5	138
Écart d'acquisition au 31 octobre 2013	69	2 702	2 771	847	2	849	199	3 819
Acquisitions durant la période	-	-	-	1 261	-	1 261	-	1 261
Autres 1)	(1)	125	124	42	-	42	7	173
Écart d'acquisition au 31 juillet 2014	68 2)	2 827 3)	2 895	2 150 4)	2 5)	2 152	206 6)	5 253

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement bcpbank Canada, Diners Club et Aver Media LP. Le 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté l'IFRS 11. L'écart d'acquisition de 73 millions de dollars lié à notre coentreprise est maintenant inclus dans le solde des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, dans les autres titres de participation.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., AMCORE et M&I.

4) Concerne essentiellement BMO Nesbitt Burns Inc., Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, Lloyd George Management, M&I, Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., CTC consulting, LLC, l'EGPA et F&C Asset Management.

5) Concerne AIG.

6) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

7) Au cours du trimestre, le regroupement des unités génératrices de trésorerie (UGT) que nous présentons pour notre groupe Gestion de patrimoine a été harmonisé avec la façon dont nous gérons nos secteurs d'activité. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

## Note 9 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	31 juillet 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2014	31 octobre 2013
Catégories de déposants :										
Banques	809	679	923	928	2 644	4 076	18 489	14 908	22 865	20 591
Entreprises et administrations publiques	13 780	13 947	27 379	23 535	54 419	54 178	148 230	130 686	243 808	222 346
Particuliers	2 506	2 579	12 508	11 448	73 487	69 853	44 049	41 552	132 550	125 432
Total 1), 2)	17 095	17 205	40 810	35 911	130 550	128 107	210 768	187 146	399 223	368 369
Domiciliation :										
Canada	15 369	15 440	27 779	25 601	76 223	76 414	118 671	109 574	238 042	227 029
États-Unis	1 147	1 153	12 945	10 211	53 808	51 262	69 143	59 800	137 043	122 426
Autres pays	579	612	86	99	519	431	22 954	17 772	24 138	18 914
Total	17 095	17 205	40 810	35 911	130 550	128 107	210 768	187 146	399 223	368 369

1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Au 31 juillet 2014 et au 31 octobre 2013, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 23 635 millions de dollars et 19 496 millions de dollars et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2014 et au 31 octobre 2013, les dépôts comprenaient des dépôts de 198 043 millions de dollars et de 176 236 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 9 703 millions et de 4 822 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

3) Comprend des dépôts de 187 373 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 99 814 millions étaient domiciliés au Canada, 64 605 millions, aux États-Unis et 22 954 millions, dans d'autres pays (161 941 millions, 89 378 millions, 54 791 millions et 17 772 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Des dépôts de 99 814 millions domiciliés au Canada, 33 482 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 7 645 millions, dans trois à six mois, 8 879 millions, dans six à douze mois et 49 808 millions, dans plus de douze mois (89 378 millions, 31 304 millions, 4 079 millions, 6 861 millions et 47 134 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Nous détenons des actifs liquides non grevés nets de 171 720 millions de dollars pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments des passifs-dépôts (160 641 millions au 31 octobre 2013).

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 juillet 2014, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 855 millions de dollars (181 millions au 31 octobre 2013).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 4 737 millions de dollars au 31 juillet 2014 (4 753 millions au 31 octobre 2013).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 9 716 millions de dollars au 31 juillet 2014 (7 964 millions au 31 octobre 2013).

## Note 10 : Capital social

Le 30 juillet 2014, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 31 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 300 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 novembre 2019, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 3,80 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 2,22 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalant d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 32, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 32 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 2,22 %.

Le 6 juin 2014, nous avons émis 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 29 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 400 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 août 2019, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 3,90 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 2,24 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalant d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 30, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 30 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 2,24 %.

Le 23 avril 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 mai 2019, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 4,00 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 2,33 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalant d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 28, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 28 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 2,33 %.

Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons racheter, en tout ou en partie, les actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 31, les actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 29 et les actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 contre un montant en trésorerie équivalent au prix de 25,00 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties d'une clause exigeant des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, clause qui est nécessaire à l'admissibilité des actions à titre de capital réglementaire en vertu de l'accord de Bâle III. Par conséquent, ces actions seront convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou que cette dernière est sur le point de ne plus l'être, ou encore si la Banque accepte une injection de capital ou un soutien équivalent de la part du gouvernement pour éviter une situation de non-viabilité.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 18 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 21, au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 1<sup>er</sup> février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un an. Aux termes de cette offre, nous pouvons racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. Les dates et les montants des achats effectués en vertu du programme seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme la conjoncture des marchés et les niveaux de capital. La Banque consultera périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nous n'avons racheté aucune action dans le cadre de cette offre publique de rachat ni en vertu de l'offre précédente, laquelle a pris fin le 31 janvier 2014. Au cours la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, nous avons racheté 8 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 62,33 \$ par action, pour un total de 498 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, nous n'avons ni émis ni racheté d'action privilégiée.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 5 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées échangeables à dividende non cumulatif à 7 3/8 % – série A émises par l'une de nos filiales et en circulation au prix de rachat de 25 \$ US par action, pour un prix d'achat total de 250 millions de dollars américains, majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Avant le rachat, ces actions privilégiées étaient inscrites au bilan consolidé à titre de participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Nous avons constaté un profit de 107 millions de dollars dans le surplus d'apport relativement à l'écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées.

### Actions ordinaires et privilégiées en circulation <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2014		31 octobre 2013		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>					
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	actions privilégiées – catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 18	–	–	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 2)
Catégorie B – Série 21	–	–	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 2)
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 27 5)	20 000 000	500	–	–	actions privilégiées – catégorie B – Série 28 2), 4)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	–	–	actions privilégiées – catégorie B – Série 30 2), 4)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	–	–	actions privilégiées – catégorie B – Série 32 2), 4)
		3 040		2 265	
<b>Actions ordinaires 3)</b>	<b>646 399 548</b>	<b>12 154</b>	644 129 945	12 003	
<b>Capital social</b>		<b>15 194</b>		14 268	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2013, aux pages 163 à 167 de notre Rapport annuel 2013.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 14 169 892 actions ordinaires au 31 juillet 2014 (15 801 966 actions ordinaires au 31 octobre 2013).

4) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou encore si la Banque accepte une injection de capital ou un soutien équivalent de la part du gouvernement.

5) Au cours du trimestre, nous avons reclassé les actions privilégiées – série 27 dans les capitaux propres. Elles étaient auparavant classées dans les passifs.

### Note 11 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2014, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2014 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 12 à 14 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

## Note 12 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur actions au cours des trimestres clos les 31 juillet 2014 et 2013. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nous avons attribué un total de 1 618 223 options sur actions (2 003 446 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 a été de 6,36 \$ l'option (5,29 \$ l'option durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2013).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Taux de dividende attendu	5,0 %	6,0 % - 6,2 %
Volatilité attendue du cours des actions	16,4 %	18,1 % - 18,6 %
Taux de rendement sans risque	2,5 % - 2,6 %	1,7 % - 1,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	5,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Pour les périodes de trois mois closes le				
Prestations constituées des employés	66	61	6	6
Coût (produit) financier net	(2)	2	13	12
Charges administratives et impôts	-	1	-	-
Charge au titre des prestations définies	64	64	19	18
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	16	16	-	-
Charge au titre des cotisations définies	2	1	-	-
<b>Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel</b>	<b>82</b>	<b>81</b>	<b>19</b>	<b>18</b>

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Prestations constituées des employés	185	178	19	19
Coût (produit) financier net	(7)	4	38	36
Charges administratives et impôts	3	4	-	-
Charge au titre des prestations définies	181	186	57	55
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	55	57	-	-
Charge au titre des cotisations définies	6	6	-	-
<b>Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel</b>	<b>242</b>	<b>249</b>	<b>57</b>	<b>55</b>

## Note 13 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 110	1 107	3 220	3 069
Dividendes sur les actions privilégiées	(28)	(30)	(83)	(91)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 082	1 077	3 137	2 978
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	645 892	647 045	645 071	649 913
<b>Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)</b>	<b>1,68</b>	<b>1,67</b>	<b>4,86</b>	<b>4,58</b>

## Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 082	1 077	3 137	2 978
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	645 892	647 045	645 071	649 913
Options sur actions pouvant être exercées 1)	10 683	10 655	11 082	10 731
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(7 960)	(9 363)	(8 616)	(9 412)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	648 615	648 337	647 537	651 232
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,67	1,66	4,85	4,57

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 754 283 options et 1 788 675 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 235,35 \$ et de 235,29 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (3 172 149 options et 3 238 414 options d'un prix moyen pondéré de 180,69 \$ et de 180,29 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

## Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

## Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

## Options sur actions des membres du personnel

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour la période avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour la période, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre bénéfice par action plutôt que de le diluer.

## Note 14 : Segmentation opérationnelle et géographique

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation ajusté.

### Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis.

### Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) servent notre clientèle des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par l'entremise d'un réseau de succursales BMO Banque de Montréal intégré national, de guichets automatiques et de services bancaires par téléphone, en ligne et par téléphonie mobile, de même que de spécialistes en prêts hypothécaires et de planificateurs financiers. Les Services bancaires aux particuliers offrent des solutions financières en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit. Les Services bancaires aux entreprises offrent à notre clientèle de petites entreprises, de PME et de moyennes entreprises un large éventail de produits intégrés destinés aux entreprises et de produits intégrés des marchés financiers, ainsi que des services-conseils financiers.

### Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) offrent une vaste gamme de produits et services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Nous répondons aux besoins des particuliers ainsi que des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de notre réseau de succursales BMO Harris Bank, de centres d'appels, de plateformes de services bancaires en ligne et par téléphonie mobile et de guichets automatiques dans huit États.

## **Gestion de patrimoine**

Le groupe de Gestion de patrimoine de BMO sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée et aux clients institutionnels, et propose un large éventail de produits et solutions de gestion de patrimoine, y compris des produits d'assurance. La Gestion de patrimoine (GP) exerce ses activités au Canada et aux États-Unis ainsi que dans certains marchés mondiaux tels que l'Europe et l'Asie.

## **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) fournit des services de mobilisation de fonds, des services-conseils stratégiques en matière de gestion des risques, des services de vente intégrés et des services de recherche et de négociation aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques du Canada, des États-Unis et d'ailleurs dans le monde.

## **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, le marketing, les communications et les ressources humaines. T&O fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition à BMO Groupe financier.

Les coûts des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (PE, GP et BMO MC) et seuls des montants relativement peu élevés sont conservés dans les résultats des Services d'entreprise. Par conséquent, les résultats opérationnels des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, des résultats liés à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers, de l'incidence comptable des prêts acquis, de certains coûts d'intégration liés aux acquisitions, des coûts de restructuration, des activités de crédit structuré en voie de liquidation et des ajustements apportés à la provision générale pour pertes sur créances.

## **Base de présentation**

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés annuels. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-après. De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés entre des groupes clients et des unités des Services d'entreprise afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, la répartition des revenus et des charges est révisée afin de mieux correspondre à l'expérience actuelle. Les résultats des périodes antérieures sont retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

## **Base d'imposition comparable**

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus comptables et la charge d'impôts sur le résultat comptable d'un montant portant sur les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements bic des groupes d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

## **Répartitions intergroupes**

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

## **Information géographique**

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2014	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 207	628	141	328	(197)	2 107
Revenus autres que d'intérêts	453	136	847	658	14	2 108
<b>Total des revenus</b>	<b>1 660</b>	<b>764</b>	<b>988</b>	<b>986</b>	<b>(183)</b>	<b>4 215</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	134	52	(3)	(6)	(47)	130
Amortissement	35	42	35	13	66	191
Charges autres que d'intérêts	790	452	710	576	37	2 565
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	701	218	246	403	(239)	1 329
Charge d'impôts sur le résultat	175	59	56	97	(184)	203
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>526</b>	<b>159</b>	<b>190</b>	<b>306</b>	<b>(55)</b>	<b>1 126</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	15	16
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>526</b>	<b>159</b>	<b>189</b>	<b>306</b>	<b>(70)</b>	<b>1 110</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>191 990</b>	<b>72 642</b>	<b>26 244</b>	<b>258 916</b>	<b>43 626</b>	<b>593 418</b>

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2013	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 152	580	144	345	(38)	2 183
Revenus autres que d'intérêts	412	143	723	515	24	1 817
<b>Total des revenus</b>	<b>1 564</b>	<b>723</b>	<b>867</b>	<b>860</b>	<b>(14)</b>	<b>4 000</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	125	40	(1)	2	(90)	76
Amortissement	37	42	19	12	63	173
Charges autres que d'intérêts	754	432	568	511	88	2 353
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	648	209	281	335	(75)	1 398
Charge d'impôts sur le résultat	162	60	64	67	(78)	275
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>486</b>	<b>149</b>	<b>217</b>	<b>268</b>	<b>3</b>	<b>1 123</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	16	16
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>486</b>	<b>149</b>	<b>217</b>	<b>268</b>	<b>(13)</b>	<b>1 107</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>179 675</b>	<b>65 254</b>	<b>22 472</b>	<b>246 401</b>	<b>41 798</b>	<b>555 600</b>

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	3 551	1 848	416	917	(449)	6 283
Revenus autres que d'intérêts	1 271	427	2 317	1 996	84	6 095
<b>Total des revenus</b>	<b>4 822</b>	<b>2 275</b>	<b>2 733</b>	<b>2 913</b>	<b>(365)</b>	<b>12 378</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	408	121	(2)	(11)	(125)	391
Amortissement	110	128	79	38	197	552
Charges autres que d'intérêts	2 312	1 365	1 940	1 741	124	7 482
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 992	661	716	1 145	(561)	3 953
Charge d'impôts sur le résultat	502	181	157	257	(407)	690
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>1 490</b>	<b>480</b>	<b>559</b>	<b>888</b>	<b>(154)</b>	<b>3 263</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	42	43
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>1 490</b>	<b>480</b>	<b>558</b>	<b>888</b>	<b>(196)</b>	<b>3 220</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>189 794</b>	<b>71 446</b>	<b>24 318</b>	<b>259 696</b>	<b>44 132</b>	<b>589 386</b>

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	3 360	1 750	413	923	114	6 560
Revenus autres que d'intérêts	1 180	440	1 995	1 672	78	5 365
<b>Total des revenus</b>	<b>4 540</b>	<b>2 190</b>	<b>2 408</b>	<b>2 595</b>	<b>192</b>	<b>11 925</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	406	127	2	(19)	(118)	398
Amortissement	109	127	60	34	184	514
Charges autres que d'intérêts	2 226	1 265	1 685	1 524	432	7 132
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 799	671	661	1 056	(306)	3 881
Charge d'impôts sur le résultat	445	192	142	229	(248)	760
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>1 354</b>	<b>479</b>	<b>519</b>	<b>827</b>	<b>(58)</b>	<b>3 121</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	52	52
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>1 354</b>	<b>479</b>	<b>519</b>	<b>827</b>	<b>(110)</b>	<b>3 069</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>175 190</b>	<b>63 738</b>	<b>21 939</b>	<b>250 083</b>	<b>43 898</b>	<b>554 848</b>

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.



Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens présentés par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 375	696	36	2 107
Revenus autres que d'intérêts	1 358	529	221	2 108
<b>Total des revenus</b>	<b>2 733</b>	<b>1 225</b>	<b>257</b>	<b>4 215</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	110	20	-	130
Amortissement	107	67	17	191
Charges autres que d'intérêts	1 503	909	153	2 565
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 013	229	87	1 329
Charge d'impôts sur le résultat	137	49	17	203
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>876</b>	<b>180</b>	<b>70</b>	<b>1 126</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	15	-	1	16
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>861</b>	<b>180</b>	<b>69</b>	<b>1 110</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>368 665</b>	<b>201 851</b>	<b>22 902</b>	<b>593 418</b>
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2013	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 368	790	25	2 183
Revenus autres que d'intérêts	1 250	480	87	1 817
<b>Total des revenus</b>	<b>2 618</b>	<b>1 270</b>	<b>112</b>	<b>4 000</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	(67)	-	76
Amortissement	102	67	4	173
Charges autres que d'intérêts	1 406	877	70	2 353
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	967	393	38	1 398
Charge d'impôts sur le résultat	153	122	-	275
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>814</b>	<b>271</b>	<b>38</b>	<b>1 123</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	15	1	-	16
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>799</b>	<b>270</b>	<b>38</b>	<b>1 107</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>342 032</b>	<b>193 363</b>	<b>20 205</b>	<b>555 600</b>

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	4 042	2 127	114	6 283
Revenus autres que d'intérêts	3 985	1 696	414	6 095
<b>Total des revenus</b>	<b>8 027</b>	<b>3 823</b>	<b>528</b>	<b>12 378</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	379	14	(2)	391
Amortissement	320	207	25	552
Charges autres que d'intérêts	4 459	2 698	325	7 482
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 869	904	180	3 953
Charge d'impôts sur le résultat	487	201	2	690
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>2 382</b>	<b>703</b>	<b>178</b>	<b>3 263</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	42	-	1	43
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>2 340</b>	<b>703</b>	<b>177</b>	<b>3 220</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>368 271</b>	<b>199 400</b>	<b>21 715</b>	<b>589 386</b>
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	4 008	2 502	50	6 560
Revenus autres que d'intérêts	3 694	1 383	288	5 365
<b>Total des revenus</b>	<b>7 702</b>	<b>3 885</b>	<b>338</b>	<b>11 925</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	446	(47)	(1)	398
Amortissement	304	200	10	514
Charges autres que d'intérêts	4 294	2 639	199	7 132
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 658	1 093	130	3 881
Charge d'impôts sur le résultat	470	295	(5)	760
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>2 188</b>	<b>798</b>	<b>135</b>	<b>3 121</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	41	11	-	52
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>2 147</b>	<b>787</b>	<b>135</b>	<b>3 069</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>342 845</b>	<b>191 541</b>	<b>20 462</b>	<b>554 848</b>

## Note 15 : Instruments financiers

### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, aux pages 178 à 184 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)			31 juillet 2014			31 octobre 2013
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 250	38 250	-	26 089	26 089	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 800	5 800	-	6 518	6 518	-
Valeurs mobilières	149 541	150 914	1 373	135 800	137 322	1 522
Titres pris en pension ou empruntés	49 452	49 452	-	39 799	39 799	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	99 484	99 687	203	96 392	95 944	(448)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 286	63 478	(808)	63 640	62 770	(870)
Prêts sur cartes de crédit	7 976	7 715	(261)	7 870	7 619	(251)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	115 812	114 359	(1 453)	104 585	103 268	(1 317)
	287 558	285 239	(2 319)	272 487	269 601	(2 886)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 651	9 601	(50)	8 472	8 437	(35)
Provision pour pertes sur créances 1)	(1 768)	-	1 768	(1 665)	-	1 665
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	295 441	294 840	(601)	279 294	278 038	(1 256)
Instruments dérivés	26 825	26 825	-	30 259	30 259	-
Bureaux et matériel	2 174	2 174	-	2 168	2 168	-
Écart d'acquisition	5 253	5 253	-	3 819	3 819	-
Immobilisations incorporelles	2 020	2 020	-	1 511	1 511	-
Actifs d'impôt exigible	770	770	-	1 065	1 065	-
Actifs d'impôt différé	2 962	2 962	-	3 027	3 027	-
Actifs divers	8 344	8 344	-	7 695	7 695	-
	586 832	587 604	772	537 044	537 310	266
<b>Passifs</b>						
Dépôts	399 223	399 347	124	368 369	368 521	152
Instruments dérivés	28 151	28 151	-	31 974	31 974	-
Acceptations	9 651	9 651	-	8 472	8 472	-
Titres vendus à découvert	28 366	28 366	-	22 446	22 446	-
Titres mis en pension ou prêtés	40 606	40 606	-	28 884	28 884	-
Passifs d'impôt exigible	255	255	-	438	438	-
Passifs d'impôt différé	185	185	-	107	107	-
Passifs divers	42 147	42 573	426	41 179	41 457	278
Dette subordonnée	3 948	4 175	227	3 996	4 217	221
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	34 300	34 300	-	31 179	31 179	-
	586 832	587 609	777	537 044	537 695	651
Total des ajustements à la juste valeur			(5)			(385)

1) La provision pour pertes sur créances est exclue du calcul de la juste valeur des prêts étant donné que la juste valeur tient déjà compte d'un ajustement au titre des pertes futures prévues sur les prêts. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une baisse de 46 millions de dollars et de 71 millions, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (hausse de 44 millions et de 5 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013). Ce montant tient compte d'une diminution de 1 million de dollars et de 55 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux (diminution de 3 millions et de 38 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et d'autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur, qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux et qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et le 31 juillet 2014, correspond à une perte latente de 90 millions de dollars. Nous pouvons prendre des positions pour gérer notre exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 31 juillet 2014, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 7 423 millions de dollars et de 7 452 millions (5 928 millions et 6 028 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur, et la variation de la juste valeur de ces éléments est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts. La juste valeur de ces investissements était de 6 373 millions de dollars au 31 juillet 2014 (5 766 millions au 31 octobre 2013) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 146 millions de dollars et de 373 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (diminution de 319 millions et de 209 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de rente à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des rentes et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des rentes, soit 368 millions de dollars au 31 juillet 2014 (329 millions au 31 octobre 2013), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs a donné lieu à une baisse de 20 millions de dollars et de 33 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (hausse de 22 millions et de 4 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 146 millions de dollars au 31 juillet 2014 (511 millions de dollars au 31 octobre 2013), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une hausse de 1 million de dollars et de 2 millions, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (baisse de 10 millions et de 22 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 462 millions de dollars au 31 juillet 2014 (488 millions au 31 octobre 2013) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 31 millions de dollars et de 22 millions, respectivement, des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 (diminution de 5 millions et de 20 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013).

## Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes comportant des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2014			31 octobre 2013		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	10 664	1 830	-	8 569	2 255	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 252	4 063	-	1 578	4 133	-
l'administration fédérale américaine	8 409	346	-	5 903	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	616	82	-	681	78
d'autres administrations publiques	227	63	-	132	4	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	784	-	-	652	-
Titres de créance d'entreprises	2 499	9 257	595	2 032	8 233	822
Titres de participation d'entreprises	36 827	10 945	-	28 073	12 014	-
	<b>61 878</b>	<b>27 904</b>	<b>677</b>	<b>46 287</b>	<b>27 972</b>	<b>900</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	5 375	5 544	-	8 260	4 855	-
des provinces et municipalités canadiennes	1 613	2 337	-	1 881	1 817	-
l'administration fédérale américaine	2 756	-	-	4 660	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	5 735	1	3	5 388	1
d'autres administrations publiques	1 715	4 163	-	1 697	4 466	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	9 460	-	-	8 805	-
Titres de créance d'entreprises	3 526	3 738	9	4 283	6 004	30
Titres de participation d'entreprises	452	144	1 105	460	151	949
	<b>15 437</b>	<b>31 121</b>	<b>1 115</b>	<b>21 244</b>	<b>31 486</b>	<b>980</b>
<b>Titres divers</b>	-	-	<b>462</b>	-	-	<b>488</b>
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	25 064	3 302	-	20 024	2 422	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	7 569	-	-	6 439	-
Passifs au titre des rentes	-	368	-	-	329	-
	<b>25 064</b>	<b>11 239</b>	-	<b>20 024</b>	<b>9 190</b>	-
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	5	17 766	-	7	22 215	-
Contrats de change	10	7 376	-	9	6 663	-
Contrats sur produits de base	715	80	-	673	66	-
Contrats sur titres de participation	32	776	-	16	520	-
Swaps sur défaillance	-	49	16	-	62	28
	<b>762</b>	<b>26 047</b>	<b>16</b>	<b>705</b>	<b>29 526</b>	<b>28</b>
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	14	16 401	-	8	21 516	-
Contrats de change	7	7 726	-	5	6 443	-
Contrats sur produits de base	579	103	-	695	138	-
Contrats sur titres de participation	95	3 112	-	70	2 997	-
Swaps sur défaillance	-	102	12	-	83	19
	<b>695</b>	<b>27 444</b>	<b>12</b>	<b>778</b>	<b>31 177</b>	<b>19</b>

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

## Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

### Informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers les plus importants classés dans le niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur ainsi que la fourchette de valeur des données non observables importantes utilisées aux fins des évaluations.

Au 31 juillet 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) 1)		Juste valeur		Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Fourchette de valeur des données 2)	
		Actifs	Passifs			Bas	Haut
<b>Valeurs mobilières</b>							
Titres de participation de sociétés fermées 3)	Titres de participation d'entreprises	1 105	-	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	5,0 5,5x	5,0 8,8x
Titres garantis par des prêts 4)	Titres de créance d'entreprises	604	-	Modèle des flux de trésorerie actualisés	Rendement et marge d'escompte	1,35 %	1,35 %
Titres de banques d'affaires	Titres divers	462	-	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	5,0 4,2x	5,0 9,2x

1) Les informations comparatives des périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ne sont pas requises.

2) Les valeurs inférieure et supérieure des données correspondent aux niveaux réels le plus élevé et le moins élevé de données utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits donnée. Ces fourchettes de données ne rendent pas compte de l'incertitude liée au niveau de données, mais subissent l'incidence des instruments sous-jacents particuliers au sein d'une catégorie de produits. Les fourchettes de données varient par conséquent d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à la date de clôture de chaque période.

3) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent des actions d'un montant de 581 millions de dollars d'une Federal Reserve Bank et d'une Federal Home Loan Bank aux États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation. Ces actions sont comptabilisées au coût, lequel est réputé avoisiner la juste valeur puisque ces actions ne sont pas négociées sur le marché.

4) Comprennent les instruments détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.

### Données non observables importantes aux fins des évaluations des instruments classés dans le niveau 3

#### Valeur liquidative

La valeur liquidative correspond à la valeur estimée des titres selon les évaluations reçues de la part des gestionnaires de placements ou de fonds. L'évaluation de certains titres de participation de sociétés fermées se fonde sur les avantages économiques tirés de notre placement.

#### Coefficient valeur d'entreprise/BAIIA

La juste valeur des titres de participation de sociétés fermées et des placements dans des titres de banques d'affaires est déterminée au moyen du calcul de la valeur d'entreprise selon un coefficient valeur d'entreprise/BAIIA puis de l'application d'une méthodologie en cascade à la structure du capital d'une entité afin d'établir la valeur des actifs et des titres que nous détenons. L'établissement du coefficient valeur d'entreprise/BAIIA requiert l'exercice d'un jugement et la prise en compte de facteurs comme les coefficients de sociétés cotées en bourse comparables, les transactions récentes, les éléments propres à l'entité et les déductions pour absence de liquidité, qui visent à refléter le manque d'opérations de négociation touchant ces actifs ou ces titres.

#### Rendement et marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier correspond au taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, prise isolément, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur. La marge d'escompte correspond à la différence entre le rendement d'un instrument de créance donné et le rendement de l'instrument de référence correspondant. Les instruments de référence sont assortis de cotes de crédit élevées et d'échéances semblables et constituent souvent des obligations des gouvernements. La marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. De façon générale, une augmentation de la marge d'escompte se traduirait par une diminution de la juste valeur.

### Analyse de sensibilité des instruments classés dans le niveau 3

L'analyse de sensibilité au 31 juillet 2014 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 595 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur défaillance, lesquels sont également des instruments de niveau 3. Au 31 juillet 2014, les actifs dérivés et les passifs dérivés s'établissaient à 16 millions de dollars et à 12 millions, respectivement. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de modèles standards sur le marché que nous utilisons pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction. Au 31 juillet 2014, l'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base de la marge d'escompte consisterait en une diminution ou en une augmentation de 1 million de dollars de la juste valeur, respectivement.

Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses de rechange raisonnablement possibles en ce qui a trait aux catégories importantes de niveau 3 que sont les placements en titres de sociétés fermées et les titres de banques d'affaires puisque les valeurs liquidatives sont fournies par des gestionnaires de placement ou de fonds.

### Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, aucun transfert n'a été effectué au niveau 3 ou depuis le niveau 3. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, des titres de négociation de 15 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données de marché sont maintenant disponibles pour certains titres de créance d'entreprises.

### Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

	Variation de la juste valeur			Achats	Échéances ou règlement 1)		Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2014	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 30 avril 2014	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global		Ventes					
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2014										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	82	-	-	-	-	-	-	-	82	-
Titres de créance d'entreprises	663	1	-	-	-	(69)	-	-	595	1
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>745</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(69)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>677</b>	<b>1</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	10	-	-	-	(1)	-	-	-	9	-
Titres de participation d'entreprises	1 066	(10)	(9)	70	(12)	-	-	-	1 105	(9)
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 077</b>	<b>(10)</b>	<b>(9)</b>	<b>70</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 115</b>	<b>(9)</b>
<b>Titres divers</b>	<b>494</b>	<b>(22)</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>(35)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>462</b>	<b>(22)</b>
<b>Actifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	22	(6)	-	-	-	-	-	-	16	(7)
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	16	(4)	-	-	-	-	-	-	12	(4)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2014 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 juillet 2014 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

	Variation de la juste valeur			Achats	Échéances ou règlement 1)		Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2014	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2013	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global		Ventes					
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014										
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	78	4	-	-	-	-	-	-	82	4
Titres de créance d'entreprises	822	52	-	-	(60)	(204)	-	(15)	595	54
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>900</b>	<b>56</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(60)</b>	<b>(204)</b>	<b>-</b>	<b>(15)</b>	<b>677</b>	<b>58</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	30	(1)	-	-	(20)	-	-	-	9	2
Titres de participation d'entreprises	949	(26)	50	160	(28)	-	-	-	1 105	50
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>980</b>	<b>(27)</b>	<b>50</b>	<b>160</b>	<b>(48)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 115</b>	<b>52</b>
<b>Titres divers</b>	<b>488</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>97</b>	<b>(131)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>462</b>	<b>8</b>
<b>Actifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	28	(12)	-	-	-	-	-	-	16	(13)
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	19	(7)	-	-	-	-	-	-	12	7

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2014 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 juillet 2014 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

## Note 16 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 92 à 94 de notre Rapport annuel 2013.

										31 juillet 2014
(en millions de dollars canadiens)										
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 433	-	-	-	-	-	-	-	817	38 250
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 270	1 129	320	69	12	-	-	-	-	5 800
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	618	1 467	2 775	1 377	3 655	6 594	10 300	15 901	47 772	90 459
Titres disponibles à la vente	1 234	579	386	829	1 203	7 125	23 962	10 654	1 701	47 673
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	119	104	1 368	4 487	4 342	-	10 420
Titres divers	-	-	-	-	2	-	49	20	918	989
Total des valeurs mobilières	1 852	2 046	3 161	2 325	4 964	15 087	38 798	30 917	50 391	149 541
Titres pris en pension ou empruntés	35 138	9 721	2 395	1 296	646	256	-	-	-	49 452
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 709	2 043	2 662	3 909	4 969	20 210	55 216	8 766	-	99 484
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	415	512	736	1 020	1 368	6 226	21 838	8 777	23 394	64 286
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 976	7 976
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	8 129	9 209	3 489	2 878	11 441	9 797	34 889	6 823	29 157	115 812
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 681	1 728	107	121	14	-	-	-	-	9 651
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 768)	(1 768)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	17 934	13 492	6 994	7 928	17 792	36 233	111 943	24 366	58 759	295 441
Autres actifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	30	143	181	458	391	1 873	5 798	8 897	-	17 771
Contrats de change	1 214	769	380	395	862	865	1 651	1 250	-	7 386
Contrats sur produits de base	49	89	129	80	70	206	131	41	-	795
Contrats sur titres de participation	122	154	126	73	32	150	151	-	-	808
Contrats de crédit	-	1	1	1	-	3	58	1	-	65
Total des actifs dérivés	1 415	1 156	817	1 007	1 355	3 097	7 789	10 189	-	26 825
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 174	2 174
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	5 253	5 253
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	2 020	2 020
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	770	770
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	2 962	2 962
Autres	1 519	182	143	7	-	-	97	3 523	2 873	8 344
Total des autres actifs	2 934	1 338	960	1 014	1 355	3 097	7 886	13 712	16 052	48 348
Total des actifs	99 561	27 726	13 830	12 632	24 769	54 673	158 627	68 995	126 019	586 832

31 juillet  
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 1)										
Banques	11 372	4 864	2 020	121	112	-	-	-	4 376	22 865
Entreprises et administrations publiques	39 649	28 581	11 636	7 902	8 175	17 851	26 592	7 844	95 578	243 808
Particuliers	2 142	3 732	4 898	5 038	4 565	6 638	15 600	1 436	88 501	132 550
<b>Total des dépôts</b>	<b>53 163</b>	<b>37 177</b>	<b>18 554</b>	<b>13 061</b>	<b>12 852</b>	<b>24 489</b>	<b>42 192</b>	<b>9 280</b>	<b>188 455</b>	<b>399 223</b>
Autres passifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	33	178	184	423	410	1 577	5 880	7 730	-	16 415
Contrats de change	702	919	404	301	1 103	1 420	1 651	1 233	-	7 733
Contrats sur produits de base	40	72	83	67	74	184	130	32	-	682
Contrats sur titres de participation	457	485	378	62	71	646	491	617	-	3 207
Contrats de crédit	-	1	1	1	1	5	93	12	-	114
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>1 232</b>	<b>1 655</b>	<b>1 050</b>	<b>854</b>	<b>1 659</b>	<b>3 832</b>	<b>8 245</b>	<b>9 624</b>	<b>-</b>	<b>28 151</b>
Acceptations	7 681	1 728	107	121	14	-	-	-	-	9 651
Titres vendus à découvert	28 366	-	-	-	-	-	-	-	-	28 366
Titres mis en pension ou prêtés	39 356	845	161	149	95	-	-	-	-	40 606
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	255	255
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	185	185
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	3	358	362	1 551	342	4 722	9 862	4 752	-	21 952
Autres	6 695	91	4	-	338	170	3 500	1 677	7 720	20 195
<b>Total des autres passifs</b>	<b>83 333</b>	<b>4 677</b>	<b>1 684</b>	<b>2 675</b>	<b>2 448</b>	<b>8 724</b>	<b>21 607</b>	<b>16 053</b>	<b>8 160</b>	<b>149 361</b>
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	3 848	-	3 948
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34 300</b>	<b>34 300</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>136 496</b>	<b>41 854</b>	<b>20 238</b>	<b>15 736</b>	<b>15 300</b>	<b>33 213</b>	<b>63 899</b>	<b>29 181</b>	<b>230 915</b>	<b>586 832</b>

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 juillet  
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simples	24	51	73	71	69	259	580	598	-	1 725
Contrats de garantie 1)	5 212	-	-	-	-	-	-	-	-	5 212
Obligations d'achat	59	114	169	168	168	607	897	225	-	2 407

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.



(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 323	-	-	-	-	-	-	-	766	26 089
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 592	1 295	471	84	76	-	-	-	-	6 518
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	1 209	1 284	480	1 521	442	4 781	10 593	14 762	40 087	75 159
Titres disponibles à la vente	2 026	3 628	1 439	2 076	2 820	6 729	22 170	11 262	1 560	53 710
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	562	4 864	606	-	6 032
Titres divers	-	-	18	-	-	3	34	17	827	899
Total des valeurs mobilières	3 235	4 912	1 937	3 597	3 262	12 075	37 661	26 647	42 474	135 800
Titres pris en pension ou empruntés	26 421	9 627	2 949	597	205	-	-	-	-	39 799
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	832	1 276	2 716	4 553	3 787	17 441	56 630	9 157	-	96 392
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	323	294	643	890	834	4 730	23 285	9 636	23 005	63 640
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 870	7 870
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	7 965	7 555	3 400	3 955	8 850	9 697	30 574	5 087	27 502	104 585
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 367	103	1	1	-	-	-	-	-	8 472
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 665)	(1 665)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	17 487	9 228	6 760	9 399	13 471	31 868	110 489	23 880	56 712	279 294
Autres actifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	39	98	193	319	260	2 423	8 598	10 292	-	22 222
Contrats de change	685	665	605	244	149	1 608	1 515	1 201	-	6 672
Contrats sur produits de base	50	79	119	96	75	179	99	42	-	739
Contrats sur titres de participation	100	82	50	61	69	66	106	2	-	536
Contrats de crédit	-	1	2	4	2	5	56	20	-	90
Total des actifs dérivés	874	925	969	724	555	4 281	10 374	11 557	-	30 259
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 168	2 168
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	3 819	3 819
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 511	1 511
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	1 065	1 065
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 027	3 027
Autres	1 561	148	137	-	-	-	14	3 320	2 515	7 695
Total des autres actifs	2 435	1 073	1 106	724	555	4 281	10 388	14 877	14 105	49 544
<b>Total des actifs</b>	<b>79 493</b>	<b>26 135</b>	<b>13 223</b>	<b>14 401</b>	<b>17 569</b>	<b>48 224</b>	<b>158 538</b>	<b>65 404</b>	<b>114 057</b>	<b>537 044</b>

31 octobre  
2013

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 1)										
Banques	10 241	3 733	140	231	563	-	-	-	5 683	20 591
Entreprises et administrations publiques	26 265	29 217	10 490	6 149	5 547	13 970	30 598	8 506	91 604	222 346
Particuliers	2 253	3 761	5 203	4 618	5 513	7 228	11 450	1 526	83 880	125 432
<b>Total des dépôts</b>	<b>38 759</b>	<b>36 711</b>	<b>15 833</b>	<b>10 998</b>	<b>11 623</b>	<b>21 198</b>	<b>42 048</b>	<b>10 032</b>	<b>181 167</b>	<b>368 369</b>
Autres passifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	56	112	246	365	314	2 370	8 174	9 887	-	21 524
Contrats de change	472	931	658	251	156	1 462	1 619	899	-	6 448
Contrats sur produits de base	56	91	98	92	93	241	124	38	-	833
Contrats sur titres de participation	119	173	241	91	143	841	851	608	-	3 067
Contrats de crédit	-	1	1	2	5	14	60	19	-	102
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>703</b>	<b>1 308</b>	<b>1 244</b>	<b>801</b>	<b>711</b>	<b>4 928</b>	<b>10 828</b>	<b>11 451</b>	<b>-</b>	<b>31 974</b>
Acceptations	8 367	103	1	1	-	-	-	-	-	8 472
Titres vendus à découvert	22 446	-	-	-	-	-	-	-	-	22 446
Titres mis en pension ou prêtés	24 483	2 953	1 448	-	-	-	-	-	-	28 884
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	438	438
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	107	107
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	1 221	1 481	998	-	318	3 295	10 395	4 653	-	22 361
Autres	6 793	140	13	5	26	427	3 205	1 255	6 954	18 818
<b>Total des autres passifs</b>	<b>64 013</b>	<b>5 985</b>	<b>3 704</b>	<b>807</b>	<b>1 055</b>	<b>8 650</b>	<b>24 428</b>	<b>17 359</b>	<b>7 499</b>	<b>133 500</b>
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	3 896	-	3 996
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31 179</b>	<b>31 179</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>102 772</b>	<b>42 696</b>	<b>19 537</b>	<b>11 805</b>	<b>12 678</b>	<b>29 848</b>	<b>66 576</b>	<b>31 287</b>	<b>219 845</b>	<b>537 044</b>

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 octobre  
2013

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simples	1 169	907	3 246	3 935	3 850	13 381	42 477	2 353	-	71 318
Contrats de garantie financière 1)	25	46	69	69	69	262	618	640	-	1 798
Obligations d'achat	4 778	-	-	-	-	-	-	-	-	4 778
	71	141	211	216	207	729	1 115	275	-	2 965

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2013, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 26 août 2014 à 14 h 00 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 1<sup>er</sup> décembre 2014, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6766952).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Sharon Haward-Laird, responsable, relations avec les investisseurs, [sharon.hawardlaird@bmo.com](mailto:sharon.hawardlaird@bmo.com), 416-867-6656

Andrew Chin, directeur, relations avec les investisseurs, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Tom Flynn, chef des finances,  
[tom.flynn@bmo.com](mailto:tom.flynn@bmo.com), 416-867-4689

### Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale,  
[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 76,45 \$

Juin 77,79 \$

Juillet 82,16 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com). Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).**